La Bolivie après le fascisme



l'Humanité Rouge

QU'EST-CE QUI FAIT PEUR A GISCARD ?

- Menaces contre le droit de grève
- Menaces contre le droit de manifestation
- Attaques contre les sidérurgistes

BIMENSUEL 3 F
No 52 du 3 avril au 24 avril 1979. Supplément à l'Humanité rouge No 1065.



A propos d'articles sur la sidérurgie

Je vous écris pour vous faire part de critiques à propos d'articles sur la sidérurgie.

Nos positions ne sont pas assez argumentées et celles de la CGT, CFDT, PC, PS (No 49) également. Le bimensuel devrait permettre une synthèse des articles du quotidien, permettre de faire le point avec les faits les plus frappants. Au lieu de cela, le bimensuel centre trop sur des détails. Le No 49 donne une vision très fragmentaire de la campagne anti-allemande du PC, à travers trois articles. Il n'y a pas de faits, de chiffres, d'argumentation sur l'Europe. On ne parle que de « la noirceur » de la campagne anti-allemande (ce qui est à dire, mais pas uniquement).

A la critique faite à sa campagne sur l'Europe, le PC a des réponses. « *Nous voulons l'Europe des travailleurs, non pas l'Europe des capitalistes* ». Il faut pleinement en tenir compte, dénoncer la fausseté de cette affirmation et non pas faire comme si elle n'avait jamais été dite.

Il faut aussi mieux expliquer quel intérêt politique le PC a dans cette campagne contre l'Europe et aussi quelle est sa tactique actuelle face au développement des luttes des sidérurgistes.

Les critiques essentielles portent donc sur la faiblesse de notre argumentation (face au PC). Il vaut mieux ne pas faire d'articles du toutt que d'en faire d'aussi réduits et simplistes. Ce même numéro ne dit rien de la lutte elle-même, de l'état d'esprit des travailleurs, des avancées et des obstacles à la lutte.

Au moment où je vous écris, je reçois le No 50. Les articles sont plus synthétiques et argumentés. On explique bien la nécessité de la solidarité, mais il faudrait essayer de synthétiser notre point de vue sur d'autres questions, *les perspectives de la lutte*, tactique et objectif du PC par rapport au PS, à leur rivalité électorale, la campagne sur l'Europe, et aussi sur une question comme la violence : celle, juste de la classe ouvrière, face à celle du pouvoir, celle des « provocateurs » ou qu'on dit tels, et face à cela comment le PC s'arrange, en fait, pour dénigrer toute violence, tout en ayant l'air de soutenir les sidérurgistes.

Claudie DUNKERQUE

«Je suis prête à collaborer avec vous»

Je suis prête à collaborer avec vous (je suis médecin), sur des problèmes littéraires. Mais aussi sur la Bretagne, les femmes (problèmes que vous délaissiez voire regrettiez il n'y a pas si longtemps).

De façon plus immédiate, je peux fournir quelques faits vécus comme mes démêlés avec un chef de service et un directeur d'hôpital, avec un procureur pour faire accepter le prénom de ma fille, avec une marque de produits d'hygiène féminine.

Je peux aussi parler de tout ce qui concerne la médecine, dont je connais l'aspect hospitalier (interne) et libéral. Plus particulièrement aussi l'éducation sanitaire que j'ai aussi pratiquée.

Annie
Saint-Michel-sur-Orge

«Je suis juriste»

Je viens de lire le courrier des lecteurs et je vois que certains camarades ou amis demandent des articles spécialisés (exemple : biologie).

Pour ma part, je suis juriste et je suis prêt à collaborer avec vous sur ce sujet.

«Le courant passe»

Henri Jour

Des lettres, des remarques, des critiques, des encouragements... Depuis longtemps nous souhaitons un mouvement de discussion autour du journal et aussi une expression large des lecteurs sur tous les sujets. Eh bien cette fois-ci quelque chose est en train de se passer. Sans doute la décision du comité de rédaction de publier systématiquement le courrier même en cas de désaccord plus ou moins profond sur les points de vue exprimés a-t-elle été positive.

Ceci dit, il est possible de faire un premier bilan de la discussion sur ce que doit être notre bimensuel, ce qui lui manque, ce qu'il faut corriger.

Une première constation en ce qui concerne la conception d'ensemble du journal, nous sommes tous plutôt d'accord ; comité de rédaction et lecteurs nous voudrions tous parvenir à un journal d'un style et d'un ton nouveaux. Tout en étant un journal de parti il nous faut faire un journal « lisible » par un large éventail de lecteurs : aux formations, professions, centre d'intérêts, différents. Il nous faut donc un journal varié, par les sujets abordés, intéressant par les informations nouvelles qu'on peut y trouver. Tous les lecteurs soulignent qu'il faut continuer dans cette voie en augmentant les efforts. Comment ? Avec plus de reportages, plus de profondeurs dans les articles, plus d'actualité notamment dans le culturel, plus de témoignages et... des rubriques nouvelles.

Par ailleurs, on nous reproche encore souvent l'importance trop grande de la rubrique internationale par rapport aux rubriques concernant la France. C'est exact, c'est un déséquilibre que le comité de rédaction a déjà constaté dans son bilan. Les lecteurs auront d'ailleurs remarqué que nous avons réduit les dimensions de la rubrique internationale depuis quelques numéros. Ceci dit le problème, à notre avis, n'est pas réglé. Il relève surtout de l'insuffisance de nos rubriques *« Politique intérieure », «Vie quotidienne », « Culturel »*.

Comment résoudrons-nous ce problème ? Depuis l'année dernière le comité de rédaction de notre bimensuel s'est trouvé bien affaibli en journalistes permanents : ceux-ci travaillant par priorité au quotidien. Dans le même temps, le nombre de collaborateurs ne s'est pas élevé suffisamment et cela, lecteurs, vous concerne *tous*. Comment donner une autre vision de la politique dans notre pays sans une contribution de chacun sur les liens entre la politique et la vie économique et sociale dans chaque région, dans chaque localité ? Un exemple récent, les élections cantonales, que mettaient-elle en jeu dans chaque région ? Que font les conseils régionaux ? Quels sont les liens et leurs membres avec les milieux d'affaires, les notabilités, la population, quelle classe servent-ils. Cela au niveau de chaque région c'est à vous de nous l'apprendre et de l'apprendre aux autres lecteurs...

Quant à la vie quotidienne vous avez tous beaucoup à dire... bien sûr, nous allons faire faire des enquêtes par des journalistes, mais nous n'avons un style différent qu'avec des témoignages recueillis par vous... Souvenez-vous de ce témoignage émouvant d'un syndicaliste atteint d'une tumeur de l'œil...

Un dernier mot sur le premier bilan du courrier la question de la rubrique culturelle : celle-ci suscite un intérêt et des débats passionnés. Certains lecteurs mettent en cause la ligne même suivie dans ce domaine... pourquoi pas ? Le dossier pour nous reste ouvert. Nous avons voulu depuis le lancement du bimensuel briser dans ce domaine comme dans les autres avec le « sectarisme » du genre « tout ce qui est révolutionnaire dans son contenu est essentiellement bon, tout ce qui ne correspond pas à notre idéologie est mauvais ». Nous avons pensé qu'il ne fallait pas se contenter de cela dans le domaine culturel mais qu'il fallait au moins rendre compte plus largement de ce qu'est la vie culturelle en France aujourd'hui à la fois dans le vie des masses et dans les efforts de groupes d'artistes progressistes.

L'objectif n'est pas atteint, la rubrique « se cherche », alors là-aussi à vos plumes...

l'Humanité Rouge

ORGANE CENTRAL DU PCML

Sommaire

Courrier des lecteurs

Editorial

Le fil de l'actualité

Dans l'actualité

Dossier

Vécu

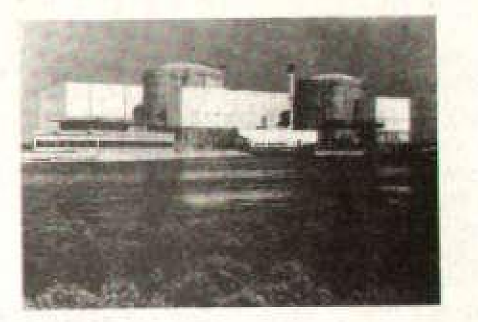
Culturel

Le prochain numéro du bimensuel sortira le 24 avril pour pouvoir être diffusé pour les meetings en fin de mois et pour le 1er Mai

L'Humanité rouge BP 61 - 75861 Paris Cédex 18
CCP : 30 226 72 D La Source Commission paritaire :
No 57952 Distribution NMPP. Dépôt légal 1er trimestre 1979
Directeur de publication : André DRUESNE.
Imprimerie La Nouvelle.

Accident nucléaire aux USA

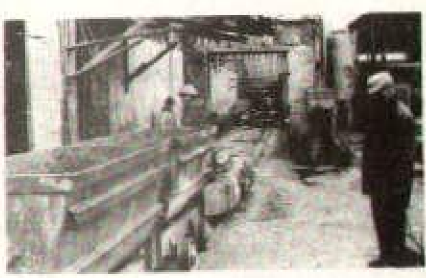
Nos premiers commentaires



La Bolivie après le fascisme

Avec les mineurs de Siglo Veinte et Huanuni
Interview du secrétaire général de la Centrale ouvrière bolivienne

Interview de Domitila Chungara dirigeante du Comité de femmes des mineurs



Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef :* Henri Jour. *Rédacteurs :* Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Léon Cladel, Pierre Delaube, Estelle Delmas, Jacques Duroc, Joël Fabien, Catherine Lemaire, Pierre Marceau, Jean Schubert. *Secrétaire de rédaction et maquettiste :* Guy Lanrivain. *Administration :* Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle. Directeur de publication :* André Druesne.

Du travail pour tous !

APPEL Du Secrétariat du PCML

« *Du travail pour tous !* », c'est l'exigence légitime au cœur de tous les ouvriers, de tous les travailleurs de notre pays.

Ces derniers mois, le capital et Giscard-Barre mènent une attaque en règle contre la classe ouvrière : licenciements par milliers et par milliers, hier, aujourd'hui et dans les semaines qui viennent, qui jettent au chômage un nombre d'hommes et de femmes sans précédent depuis la guerre, attaque contre la sécurité sociale, les quarante heures, le droit de grève et de manifestation... C'est un mauvais coup monté de longue date par les possédants de ce pays et leurs hommes au pouvoir pour plus de profits encore, pour gonfler leurs comptes en banque et se « placer » avantageusement sur le marché international.

C'est une attaque d'ensemble, c'est une attaque de grande ampleur.

La classe ouvrière y fait face avec colère et avec courage, mais aussi terriblement divisée. Jamais ses rangs n'ont été si dispersés, isolés et inégaux ; jamais ses coups n'ont été tant portés à contre-temps.

La division, c'est une arme du capital qui oppose, dans ses attaques, chômeurs et actifs, femmes et hommes, jeunes et vieux, immigrés et français, intérimaires et titulaires qui frappe plus telle région ou telle branche que telle autre.

L'unité, c'est l'arme de la classe ouvrière, elle est l'œuvre des ouvriers eux-mêmes et se conquiert dans la lutte contre le capital, en surmontant les différends, les malentendus, les divisions.

« Du travail pour tous ! Pas un seul licenciement ! ». Les capitalistes prétendent « redéployer » leur appareil économique, c'est leur affaire. Ceux qui n'ont que leurs bras pour vivre, pour faire vivre leur famille, se battent pour un emploi. *« Du travail pour tous ! Pas un seul licenciement ! »*, c'est le mot d'ordre qui nous unit, c'est l'objectif qui nous rassemble aujourd'hui.

« Denain, Longwy, Dunkerque, solidarité ! Tous unis autour des sidérurgistes ! »

Les licenciements massifs des sidérurgistes du Nord et de l'Est sont une attaque contre l'ensemble de la classe ouvrière ; ceux qui sont menacés à Denain et à Longwy ont besoin de la solidarité de ceux qui travaillent à Dunkerque et à Fos, ils ont besoin de la solidarité de tous les ouvriers et de tous les travailleurs !

Pour surmonter les divisions créées par le capital, réalisons dans l'action *« L'unité des chômeurs et des actifs ! »*, unissons toutes les énergies, tous les efforts, tous les combats.

- *« Pour un emploi pour tous les jeunes à la sortie de l'école ! »*
- *« Pour l'emploi des femmes ! »*
- *« Pour l'embauche définitive des intérimaires, la titularisation des auxiliaires ! »*

Contre les mesures gouvernementales qui expulsent les travailleurs immigrés, affirmons par des actes que :

« Travailleurs immigrés et travailleurs français sont une seule classe ouvrière ! »

« Contre la répression, défendons nos droits et nos libertés démocratiques, le droit de grève, le droit de manifestation ! » que Giscard-Barre remettent en cause pour tenter de réduire la résistance de la classe ouvrière à leur offensive.

« Unissons-nous avec les classes ouvrières d'Europe ! » que frappent durement elles aussi les attaques de leurs patronats et de leurs gouvernements respectifs !

Forger l'unité des ouvriers dans l'action, contre le chômage, nécessite de briser l'isolement, de multiplier les échanges d'idées et les informations, de mettre en commun l'expérience des succès et des échecs, de confronter les formes et les tactiques des luttes engagées.

Il faut se rencontrer, discuter ensemble !

Il faut envisager ensemble comment s'épauler mutuellement, comment développer la solidarité aux sidérurgistes, à tous les travailleurs licenciés, à tous les chômeurs, comment contribuer à cela dans nos syndicats, dans l'action quotidienne.

C'est pour apporter sa pierre à cette immense tâche de solidarité et d'unité, que le Parti communiste marxiste-léniniste vous invite, vous sections syndicales, vous militants syndicalistes, vous camarades ouvriers à exprimer la solidarité aux sidérurgistes du Nord et de l'Est et à participer aux *« Journées ouvrières de la solidarité »* des 29-30 avril et 13 mai, qu'il organise à Dunkerque, Denain et Longwy.

Nous vous proposons de former des délégations ouvrières pour ces journées et d'envoyer vos témoignages et vos points de vue à notre quotidien *L'Humanité rouge.*

Le 2 avril 1979

EDITORIAL

Unité pour faire face

Dans le crédo libéral de Giscard, les patrons ont tous les droits : celui de réduire à la misère et au désespoir les millions appartenant aux familles de chômeurs, le droit de jouer avec la vie et la mort de régions entières tandis qu'aux travailleurs, ils voudrait ôter jusqu'au droit de se défendre. Faute de présenter des « garanties absolues de sécurité », les manifestations dans le centre des villes ne seront pas autorisées par les préfets. Telle est la dernière en date des provocations anti-ouvrières de Giscard.

Faut-il penser que cette menace présidentielle vient en réponse aux débordements dont fut l'objet la manifestation du 23 mars à Paris comme beaucoup essaient de le suggérer ?

Certainement non. Et cela, pour au moins deux raisons. En premier lieu, parce que les dégâts matériels dont fut entouré le défilé parisien apparaissent de moins en moins comme fortuits. Tous les témoignages exprimés depuis ce jour tendent à accréditer la thèse d'une provocation délibérée du pouvoir. Celle-ci est immédiatement relayée par une campagne des milieux patronaux et des politiciens de la majorité réclamant la limitation de l'exercice du droit de manifestation.

En second lieu, et c'est le plus important, parce que ce méfait giscardien ne fait que prolonger un ensemble de mesures dont le point commun est la remise en cause des droits acquis. Il vient, par exemple, immédiatement après que le procès du droit de grève dans les « services publics » ait été instruit par Barre et ses ministres.

Il est lourd pour les travailleurs le bilan des derniers douze mois de politique giscardienne. Enhardi par sa victoire de mars 1978, le gouvernement tout entier à la dévotion des monopoles a mis les bouchées doubles pour faire payer la crise aux travailleurs. Les licenciements se succèdent de façon ininterrompue tandis que dans le même temps, ouvriers et fonctionnaires voient leur statut liquidé au profit d'un recours généralisé à l'intérim, à l'auxiliariat, au vacatariat, etc. La sécurité sociale, l'institution des prud'hommes sont également remis en cause ainsi que le système d'indemnisation du chômage. Il n'est pas jusqu'à la loi de quarante heures qui ne soit touchée. Le CNPF veut l'envoyer au musée des contraintes insupportables.

Bref, on assiste à une attaque généralisée dont le point culminant est l'attaque contre les sidérurgistes. Et, faut-il le redire, avec les sidérurgistes c'est toute la classe ouvrière qui est visée. Car dès lors que les hommes du pouvoir auraient pu réduire la résistance de ceux de Longwy et Denain, dès lors qu'ils auraient fait aboutir leurs plans de licenciements dans ce secteur, ce sont d'autres branches, d'autres régions qui seraient frappées. La téléphonie, la région Rhône-Alpes, etc. Ainsi la mise en cause des libertés démocratiques, celle du droit de grève et de manifestation vient à point nommé pour tenter d'anihiler la capacité de riposte de la classe ouvrière, là où les promesses, les tentatives de concertation et même une session parlementaire de diversion n'avaient pu aboutir.

« Ça suffit de recevoir des coups sans y répondre » c'est le sentiment qu'expriment avec amertume un grand nombre de travailleurs. En effet, qu'y a-t-il de plus urgent que de mettre en échec cette attaque généralisée des possédants. Trop de temps a déjà été perdu lorsqu'on nous jurait qu'il suffirait d'une victoire électorale des partis de l'Union de la gauche pour mettre un terme aux plans Barre successifs.

Et aujourd'hui ? Aux divisions que les patrons suscitent et entretiennent dans la classe ouvrière s'ajoutent celles nées des rivalités partisanes entre directions syndicales. Tels sont les obstacles qu'il nous faut surmonter.

– S'unir dans chaque entreprise, dans chaque branche ;

– S'unir entre Longwy et Denain et jusqu'à Dunkerque ;

– Tous ensemble, s'unir dans la solidarité avec les sidérurgistes ;

C'est la seule voie pour faire face à l'attaque d'ensemble du pouvoir. C'est à la réalisation de cette unité que doivent contribuer les rassemblements qu'organise le PCML les 29 et 30 avril à Dunkerque, à Denain et le 13 mai en Lorraine.

Pierre MARCEAU

«Pour que vive notre presse»

Début mars, le secrétariat de notre parti faisait les comptes. Il soulignait que depuis des années, notre presse vit pour 35 % des souscriptions qui ont chaque fois été remplies avec succès grâce aux efforts de nos lecteurs, camarades du parti et non-adhérents.

Cette année encore, les charges que nous avons à assumer impliquent que la souscription doit atteindre 80 millions à la fin de l'année. Soient 40 millions fin juin.

Aujourd'hui, c'est moins de 5 millions qui ont été atteints. Aussi voulons-nous tirer la sonnette d'alarme. La situation politique, dans notre pays, avec la bataille pour l'emploi dans laquelle nous sommes engagés aux côtés des milliers de travailleurs de la sidérurgie ou d'autres secteurs, bataille pour la solidarité et l'unité de classe contre le patronat, le gouvernement Giscard-Barre, contre le capitalisme, ainsi que la situation internationale complexe qui se développe sans cesse, exigent que notre presse apporte chaque jour par son quotidien, chaque quinzaine par son bimensuel, les informations, les points de vue et les explications de notre parti.

C'est pour cette juste cause que nous lançons à tous nos lecteurs cet appel à la souscription. Nous savons bien que nos lecteurs connaissent, comme des millions d'autres travailleurs, les difficultés de vie quotidienne que nous impose le capitalisme.

Aussi, nous vous demandons de répondre à notre appel en nous faisant parvenir le plus rapidement possible votre souscription à l'Humanité rouge BP 61 75861 Paris Cedex 18. CCP. 30 226 72D— La Source.

Il y a chômeur et chômeur

Un qui n'ira plus pointer, c'est Claude Roussel, ancien PDG de l'Agence France-Presse, qui avait été remplacé en juin 1977 par Roger Bouzinac. Depuis, il chômait. Remarquez que pendant ces mois de chômage, il a continué à toucher de l'AFP 250 000 francs au total. Le gouvernement, d'une sensibilité presque exagérée quand il s'agit de la misère des Français, s'est tout de même ému et a poussé sa magnanimité jusqu'à créer un poste tout exprès pour ce monsieur : il est désormais inspecteur général de la communication au gouvernement. Cependant, avant de rayer définitivement de ses listes ce modeste employé, le conseil d'administration de l'AFP lui a attribué une allocation « exceptionnelle » de 350 000 F pour les « services éminents » rendus à l'AFP. Le même conseil d'administration qui, fin 1978, avait refusé un certain nombre de promotions pour les journalistes, invoquant les difficultés financières...

LE FIL DE L'ACTUALITE

«Entâchée d'abus de pouvoir»

« Entachée d'abus de pouvoir », c'est l'appréciation portée par le tribunal administratif de Rennes à l'encontre de la circulaire Bonnet. Bonnet c'est, comme chacun sait, le premier flic de France. Et sa circulaire, c'est l'outil juridique permettant l'expulsion arbitraire des étudiants étrangers séjournant en France.

Précisément, c'est à Rennes et ensuite à Brest qu'ont pris corps ces derniers temps de puissantes mobilisations de la jeunesse étudiante contre les expulsions, pour la solidarité antiraciste. Des mobilisations couronnées par des premiers succès. Exemple à suivre.



Photo HR

Manifestations massives à Rennes et Brest.

Manifestation du 23 mars

Une grossière provocation policière



Photo HR

Il a été prouvé que des membres du SAC (police parallèle gaulliste), au moment des charges de police, pillaient le magasin Lancel, à l'Opéra. Un membre du SDECE (contre-espionnage) a été formellement reconnu en train de piller une bijouterie.

Édifiante sur les méthodes auxquelles recourt le pouvoir pour piétiner les libertés, la manifestation du vendredi 23 mars à Paris, l'aura été à plus d'un titre.

Tout commence le matin par une rafle aux numéros 20 et 32 de la rue St-Blaise dans le 20e arrondissement. Rue bouclée, étalage de force policière, exhibition d'artillerie, tout y est. Bilan : une trentaine des jeunes, suspects d'autonomie, sont embarqués menottes aux poignets. Ils ne serint pas les seuls : au total 83 seront ainsi arrêtés. Officiellement dans le cadre de l'enquête sur le saccage autonome du quartier St-Lazare le 13 janvier dernier. Ce n'est pas tout. A l'heure où les cortèges de marcheurs battaient déjà le pavé parisien, douze militants anarchistes sont arrêtés. *« Ils ont été arrêtés* — diront leurs avocats — *parce qu'ils sont anarchistes, ils ont été arrêtés préventivement alors qu'ils quittaient leur local et s'apprêtaient à rejoindre la manifestation ».* L'histoire se poursuit dès le lundi devant le tribunal correctionnel de Paris siégeant en audience de flagrant délit. Ils sont là 32. Parmi eux, deux gars de Longwy. Vingt ont été pris par la police sans que leur participation aux bris de vitrine des grands boulevards soit établie. Quant aux autres ce sont nos douze militants de la Fédération anarchiste qui sont inculpés au titre de la loi anti-casseurs. *« En quoi ces clients ont tenté de commettre, de faire commettre par les autres participants de voies de fait, des violences, des destructions ou dégradations ? ».* Bien entendu, cette question des avocats n'est pas de nature à troubler la sérénité d'une justice pour laquelle la section d'une hampe de banderoles constitue un flagrant délit.

Dans l'actualité

PROCHE-ORIENT

Une paix très limitée

Jimmy Carter s'est pour le moins fort engagé en annonçant le jour de la signature du traité de paix israélo-égyptien à Washington, que celui-ci allait ouvrir une ère de *« paix permanente »* au Proche-Orient. Car, pour être durable, une paix doit être juste. L'accord qui vient d'être signé entre Sadate et Begin laisse dans l'ombre la question décisive pour qu'une paix véritable et durable fleurisse un jour dans cette région.

Chassé de ses terres et de sa patrie, le peuple palestinien est toujours nié, pourchassé, opprimé par l'État sioniste. Entre lui et ses oppresseurs, c'est toujours la guerre. Et il en sera ainsi tant que justice ne lui sera pas enfin rendue.

C'est finalement sans enthousiasme qu'a été officialisé l'accord conclu entre l'Égypte et Israël. Au-delà des sourires de commande, il est évident que tant de problèmes essentiels demeurent en suspens qu'au fond rien n'est vraiment réglé, que tout peut être remis en cause.

Le poids de la guerre

L'Egypte en retire, certes, un certain nombre de satisfactions : elle récupère la péninsule du Sinaï et le pétrole que recèle son sous-sol (mais l'évolution israélienne se développera très lentement et bien des choses peuvent arriver avant qu'elle n'arrive à son terme). Ce faisant elle peut desserrer pour la première fois l'étau économique qui l'étrangle et la conduit à une véritable banqueroute. Car depuis 30 ans l'Egypte, pays pauvre du tiers monde, subit de plein fouet le poids de la guerre. Sait-on par exemple que le nombre des chars *détruits* dans le Sinaï pendant les six jours de la guerre de 1973 correspondent au total des chars que la France possède aujourd'hui ? La militarisation forcée de l'économie égyptienne est incontestablement une des raisons de sa situation catastrophique. Elle bénéficiera, mais ceci est à double tranchant, d'une aide américaine qui demeure fort modeste en comparaison de celle qui est attribuée à Israël : 75 dollars par Egyptien contre 1 300 dollars par Israélien.

Enfin le traité signé sous la houlette américaine marque un échec pour les plans tant aussi impérialistes de l'URSS dans la région, où elle a aussi marqué des points ces derniers temps (Afghanistan-Yémen).

Au vu des résultats, on est loin de l'espoir certain qu'avait brillé un instant, lors du discours prononcé par Sadate à Jérusalem. La voie de la négociation séparée dans laquelle il s'était résolument engagé se révèle, pour l'essentiel, favorable à l'Etat sioniste.

Israël obtient enfin ce dont il rêvait : un accord de paix séparée et la reconnaissance officielle de son existence par un pays arabe et l'un des plus importants de la région. En obtenant de l'Egypte qu'elle ne bouge pas au cas où, par exemple, la Syrie tenterait, par une offensive militaire, de reprendre le Golan, Begin divise ses adversaires, coupe, au moins momentanément l'Egypte du reste du monde arabe (mais il est vrai que l'histoire de celui-ci est assez fertile en réconciliations spectaculaires. Il faut aussi mentionner l'attitude de l'Arabie Saoudite qui, tout en condamnant l'accord, refuse di'isoler complètement l'Egypte).

Il est évident que cet accord sert à renforcer la présence de la superpuissance américaine et la défense de ses intérêts dans la région.

Inacceptable pour la résistance palestinienne

Les annexes du traité portant sur la négociation future du statut des territoires de Cisjordanie et de Gaza sont par ailleurs inacceptables pour la résistance palestinienne et

(Suite page 8)

30 ans de guerre

— *29 novembre 1947 :*

Les Nations Unies mettent fin au mandat britannique de 1920 et le partage de la Palestine en deux États, l'un juif, l'autre arabe.

— *14 mai 1948 :*

Les sionistes proclament l'État d'Israël. La guerre commence avec les pays arabes. Les combats dureront jusqu'au 7 janvier 1949. Israël confisque 30 % de territoires arabes supplémentaires.

— *26 octobre 1956 :*

En riposte à la nationalisation du canal de Suez par Nasser, les sionistes, aidés par la Grande-Bretagne et la France, envahissent le Sinaï et y demeurent un an.

— *5-10 juin 1967 :*

Guerre des six jours déclenchée par une attaque israélienne. Les sionistes s'emparent du Golan (Syrie), de la presqu'île du Sinaï (Égypte) et de l'est de Jérusalem (Jordanie).

— *22 novembre 1967 :*

Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 242 qui reconnait l'État d'Israël. Elle demande le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés, mais considère les droits des Palestiniens comme un simple problème de « réfugiés ».

— *Juillet 1972 :*

Rupture entre l'Égypte et l'URSS que le président Sadate accuse publiquement d'avoir saboté la résistance arabe pendant la guerre des six jours. 20 000 « conseillers » soviétiques sont expulsés d'Égypte.

— *6 octobre 1973 :*

Attaque simultanée de l'Égypte sur le Sinaï et de la Syrie sur le Golan. Les pays producteurs de pétrole boycottent l'exportation vers les pays soutenant Israël. Un cessez-le-feu intervient le 11 novembre.

— *4 septembre 1975 :*

Une trêve est signée à Genève sous la houlette de Henry Kissinger. Mais Israël se contente d'un léger recul dans le Sinaï.

— *19 novembre 1977 :*

Voyage du président Sadate à Jérusalem. Il déclare devant le Parlement égyptien que l'Égypte est prête à conclure la paix à condition qu'Israël évacue les territoires occupés.

— *17 septembre 1978 :*

Signature d'un premier protocole pour négocier la paix.

— *5 mars 1979 :*

Carter commence sa tournée au Proche-Orient.

— *26 mars 1979 :*

Signature du « traité de paix » israélo-égyptien à Washington.

Quand l'URSS se déguise en ami

Ce n'est pas une superpuissance impérialiste que les peuples arabes et palestinien ont à combattre, mais bien deux. L'URSS feint aujourd'hui d'être leur meilleure amie. Mais c'est seulement pour parvenir à supplanter les USA dans la domination de leurs terres et de leurs richesses. N'est-ce pas elle qui a longtemps traité de « bandits » les combattants palestiniens ? N'est-ce pas elle qui a apporté à Israël un appui politique et en hommes ? N'est-ce pas elle qui a saboté la lutte armée des pays arabes pendant la guerre de 1973, comme l'a révélé à maintes reprises le président Sadate ? N'est-ce pas elle qui a refusé les livraisons d'armements et de pièces de rechange promises à l'armée égyptienne ? N'est-ce pas elle qui a contribué à l'étrangler financièrement en lui refusant tout délai dans le paiement de ses dettes ?

N'est-ce pas elle qui a fomenté un coup d'État, avorté, en Irak ? N'est-ce pas elle qui a trempé dans l'assassinat des deux présidents yéménites, soufflé sur le feu du conflit qui oppose les deux Yémen ? N'est-ce pas elle qui a installé par la force un régime pro-soviétique en Afghanistan ? Qui largue ses bombes à billes sur le peuple érythréen ?

Au-delà de des protestations d'amitié hypocrites, il y a ses actes d'ennemi indéniables.

(Suite de la page 7)

ceux qui la soutiennent. D'abord parce qu'en évoquant la participation éventuelle « de Palestiniens » aux négociations, il n'est pas fait mention de l'OLP, c'est là un recul par rapport aux décisions de la conférence de Rabat où tous les pays arabes avaient reconnu solennellement l'OLP comme seul porte-parole légitime des Palestiniens. Ensuite parce que Sadate et Begin s'engagent à régler seuls s'il le faut le sort de ces territoire qui ne leur appartiennent ni à l'un ni à l'autre. Sans doute, Sadate a-t-il affirmé à de nombreuses reprises que ce statut ne pourrait être que l'autonomie débouchant sur l'autodétermination d'un futur État palestinien. Begin, de son côté, n'a pas été moins clair avec son triple « jamais » : *« Jamais l'OLP, jamais un État palestinien, jamais le retour de Jérusalem est aux Arabes »*.

Et les actes suivent ses paroles avec la poursuite et l'intensification des colonies sionistes en Cisjordanie et à Gaza.

Des divergences certaines existent entre Israël et l'Égypte sur cette question. Mais en s'engageant dans cette négociation qui rappelons-le encore une fois n'est pas de son ressort, l'Égypte n'a plus grand chose à marchander face à l'obstination et à l'arrogance de Begin.

Non, ce n'est pas encore la paix au Proche-Orient. Et il n'en sera pas ainsi tant que le droit à l'existence à la terre, à sa patrie, ne sera pas *rendu au peuple palestinien.*

Palestiniens
«Nul ne peut parler en notre nom»

En Israël, comme dans les territoires occupés depuis 1967 ou dans les pays arabes, le refus du peuple palestinien à ce que son sort soit réglé sans lui a été unanime.

Grèves générales et manifestations se sont multipliées, notamment à Naplouse, Ramallah, Hébron et dans le secteur oriental de Jérusalem. A Khalkhoul, ce sont les lycéens qui ont affronté les balles sionistes au prix de deux morts et de nombreux blessés.

Aux USA même, une manifestation de 1 000 Arabes et Palestiniens émigrés se déroulait à l'heure de la signature du traité pendant qu'à Jérusalem résonnait le bruit des bombes.



Quelle est la cible ?

Au fil de la lecture des numéros d'un hebdomadaire comme *Afrique-Asie*, dont les sympathies pro-soviétiques sont bien connues, on voit se développer les jugements aussi définitifs que contradictoires, portés sur des pays arabes tour à tour condamnés comme les pires ennemis de la Résistance palestinienne puis portés au pinacle comme hérauts de celle-ci...

Ce fut le cas de Hussein de Jordanie, responsable du massacre palestinien de septembre 1970. Ce fut le cas du chef d'État syrien présenté au moment des événements du Liban comme « le boureau Assad ». Ce fut le cas des dirigeants saoudiens « gardiens vigilants des intérêts du Pentagone dans la région du golfe », tour à tour désignés comme cibles de la lutte arabo-palestinienne puis réhabilités. Aujourd'hui, c'est le tour de Sadate — dont le régime est peut-être le seul à n'avoir jamais combattu militairement les Palestiniens — d'être désigné comme la cible des coups et l'ennemi à abattre.

Une telle analyse ne peut que brouiller les cartes, épargner les vrais responsables. Pratiquement toutes, à un moment ou à un autre de leur histoire, les bourgeoisies arabes se sont placées en travers de la cause palestinienne, à d'autres moments à ses côtés. L'intérêt de celle-ci comme des peuples arabes est de travailler à résoudre les divergences existantes, travailler à l'unité contre les complots impérialistes de l'une comme de l'autre superpuissance.

23E CONGRES DU PCF
Quelques questions

Dans l'interview publiée le 30 mars par *l'Humanité*, Georges Marchais parle longuement de la lutte qu'il juge indispensable contre l'intégration européenne.

L'Europe

A l'écouter *« cette Europe (élargie sous domination allemande) ce serait la mise en cause des droits des travailleurs, ce seraient les atteintes au droit de grève ». « Ce serait la possibilité offerte »* aux multinationales *« de plier notre économie à leurs besoins »*. Ce serait enfin un cadre plus favorable *« pour briser les acquis que des dizaines d'années de lutte des travailleurs de France ont imposé au plan social et économique »*. Ces déclarations en tout point conformes aux orientations du projet de résolution du 23e congrès posent un problème.

Pourquoi parler de la remise en cause des droits et des acquis des travailleurs comme d'une menace liée au renforcement de l'Europe quand il s'agit d'un point central du programme de Giscard, lequel n'a pas attendu les élections européennes pour le mettre en œuvre.

Pourquoi parler comme d'une possibilité consécutive à un futur renforcement de l'Europe le fait que les multinationales dominent l'économie. N'est-ce pas une réalité fondamentale de notre pays que les plus grands groupes monopolistes — de dimension multinationale — dominent non seulement l'économie capitaliste mais *« plient à leurs besoins »* toute la société. Bref, pourquoi à toute force, Georges Marchais invoque-t-il l'Europe allemande quand ce qui est en cause n'est rien d'autre que la politique de Giscard-Barre et les méfaits du système capitaliste.

Monsieur Marchais n'est-il pas en train de nous détourner de la vraie cible ?

N'y a-t-il donc aucune différence entre le peuple tchécoslovaque et les baïonnettes soviétiques ?

C'est la question qu'on est en droit de poser aux dirigeants du PCF qui prétendent entretenir des relations avec les *« partis placés par les peuples à la direction des pays où se construit et se développe le socialisme »*. Si les mots ont un sens et si les principes affirmés sont faits pour être respectés, qu'attend la direction du PCF pour rompre ses relations avec le Parti tchèque du fantoche soviétique Husak ?

L'indépendance des syndicats

« Le PCF considère que les syndicats doivent être totalement indépendants du gouvernement et du patronat, des églises et des partis. (...) explique le document publié récemment sous le titre « Le PCF et le mouvement syndical ».

Le même texte dénonce de façon tout à fait justifiée la situation qui prévaut *« en Grande Bretagne et en RFA, où les syndicats entretiennent des liens organiques et même des relations financières très précises, avec les partis sociaux démocrates »* qui sont au pouvoir. Mais pourquoi donc faut-il que le PCF limite son indignation à ces deux exemples. Ignorerait-il la situation qui est celle du mouvement syndical dans les pays de l'Est ? Syndicalisme officiel et intégré s'il en est puisqu'il s'identifie avec l'appareil d'État lui-même. La collaboration de classe n'en est-elle plus lorsque ce sont les ouvriers polonais ou soviétiques qui en font les frais ?

« Ce que je critique à l'Ouest, je l'approuve à l'Est »

Parlons d'indépendance. Chacun connaît la fougue que mettent les dirigeants du PCF à pourfendre les pouvoirs supranationaux que la CEE s'attribuait sur le dos de notre indépendance nationale. Soit : connaissant l'inquiétant exemple que fournit l'organisation du COMECON où sévit la théorie brejnévienne de la « souveraineté limitée » et une absolue intégration économique, politique et militaire sous tutelle soviétique (les Tchèques en savent quelque chose), on comprend leur vigilance. Mais que ne disent-ils les choses clairement !

Si Marchais expliquait que la CEE menace de fouler au pied notre indépendance comme le COMECON le fait avec ses pays membres pour le compte de l'URSS, on prendrait peut-être au sérieux ses inquiétudes concernant les risques de supranationalité.

Pierre MARCEAU



BLOQUER DUNKERQUE
Le temps presse...

6 avril : « synthèse » des discussions qui se sont déroulées jusqu'ici au niveau des bassins dans le groupe Usinor. A chaque fois, les licenciements ont été confirmés : on peut donc s'attendre à ce qui sortira à ce sujet de la synthèse !

Lors de la discussion sur Denain, Etchégaray, le 8 mars, sous le coup de la riposte ferme et résolue qu'avaient opposés les sidérurgistes et toute la population aux brutales provocations policières, avait un moment laissé entendre que le plan de restructuration pourrait être revu ; Boulin reprenait dans le même sens... et Barre, le lendemain, une fois le *« calme »* revenu, affirmait bruyamment le contraire ! Voilà qui montre d'une part quelle voie il faut suivre pour faire reculer le patronat : celle de la lutte.

La voie de la lutte

Voilà qui montre aussi que pour le faire reculer sur un plan de cette ampleur, il faut plus que de telles actions. Il faut frapper le patronat à la caisse, il faut frapper ses profits ! Il faut développer l'action pour interrompre la production, dans les secteurs que les barons de l'acier veulent liquider et surtout dans ceux où ils vont concentrer la production et la rendre encore plus rentable par l'exploitation accrue de ceux qui y travaillent.

Deux mois déterminants

Le temps presse pour cela et de plus en plus. Il ne reste plus guère de temps avant l'été, avant l'échéance des licenciements. Les deux mois qui viennent sont déterminants.

Et il ne s'agit pas seulement des sidérurgistes. Cela concerne bel et bien toute la classe ouvrière. Les graves mesures que Giscard a annoncées contre le droit de manifestation et qu'il préparait de longue date suffisent pour le montrer. Ces mesures viennent en premier lieu pour briser la lutte des sidérurgistes et la solidarité qui s'exprime largement à son égard. Mais elles visent bien au-delà toutes les luttes à venir que les phases ultérieures du plan général de restructuration ne manqueront pas de susciter.

Une jonction qui ne s'est pas faite

La jonction entre Denain, Longwy, Dunkerque, Fos est souhaitée depuis longtemps – depuis le début peut-on dire – par des syndicalistes tant CGT que CFDT dans ces quatre secteurs. Pourtant elle ne s'est jamais réellement faite. Elle ne s'est pas réellement faite non plus à Paris le 23. Les projets ont sans cesse été remis.

Cela doit se faire le 6 avril à Dunkerque mais que de temps passé ! Il y a eu la journée du 12 janvier en Lorraine, la journée du 16 février, la marche du 23 mars, et tant de déplacements, de manifestations !

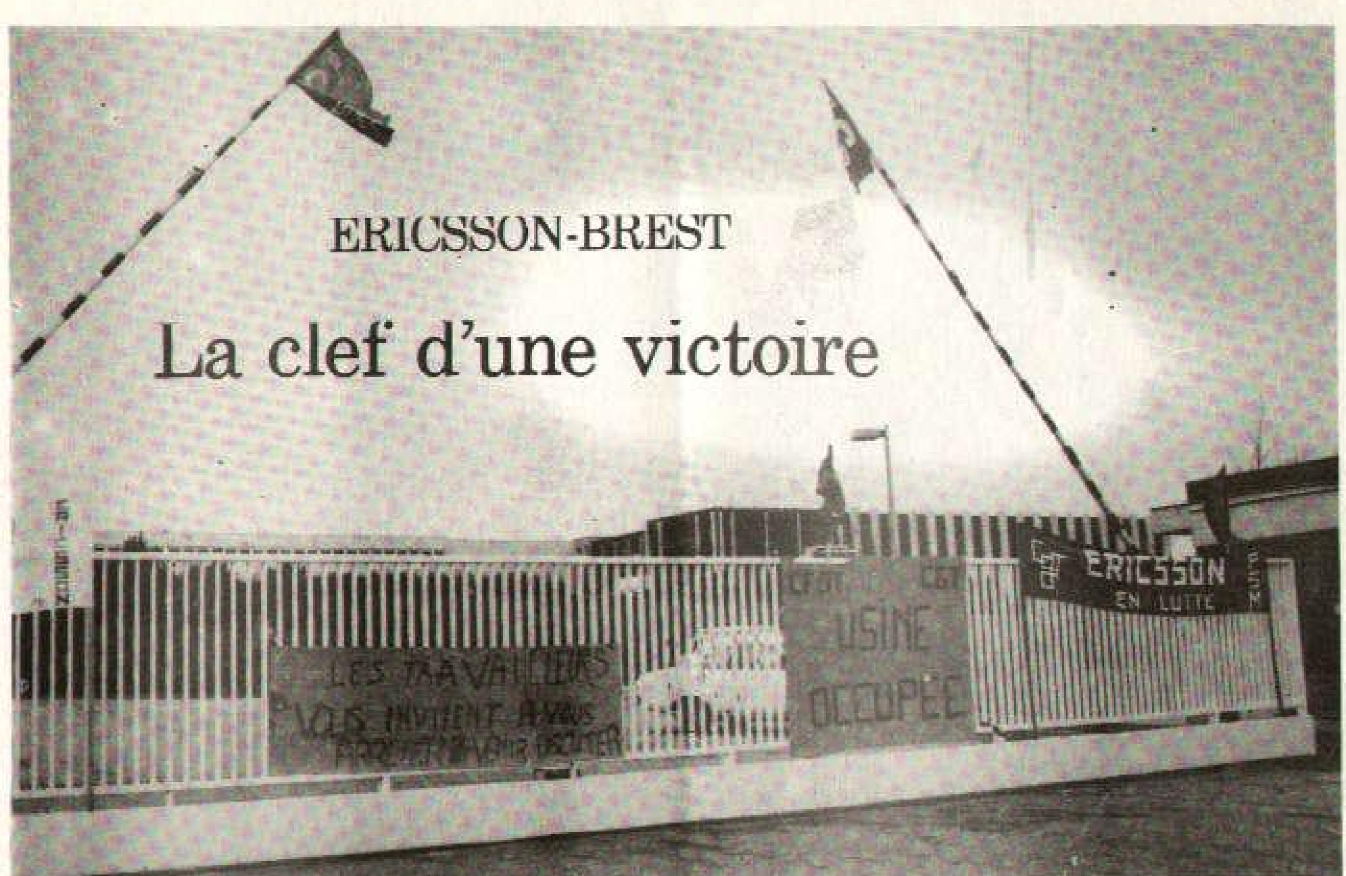
Tout ce temps perdu pour dépasser les divisions entre les travailleurs que le patronat et le gouvernement organisent, entretiennent sans cesse, tout ce temps perdu pour construire dans la lutte, sur la base de l'espoir suscité partout par elle, sur la base de la solidarité qui l'entoure, l'unité nécessaire pour vaincre, cette réflexion faite à notre correspondant Rémi Dainville par un délégué CFDT d'Usinor-Dunkerque, Michel Camerlynck, en éclaire bien l'une des raisons.

Michel Camerlynck, délégué CFDT

« La volonté d'agir est réelle, mais ce qui fait défaut, c'est l'organisation et la direction des travailleurs pour l'action. Bien sûr, bloquer Dunkerque, ce serait mettre un frein au plan de restructuration et le remettre en cause. Je crois que les gars sont conscients de ça. De son côté, la direction craint beaucoup une telle chose ». Parlant de la marche du 23 qui n'avait pas encore eu lieu, ce militant ajoutait : *« La marche, ça peut être une étape importante s'il se passe de bonnes choses. Mais on voit mal pour le moment ce qui pourrait se passer qui ferait céder Usinor. Par contre sur le tas, sur le terrain de la production on est plus fort que les patrons d'Usinor, c'est nous qui avons la production dans les mains et pas eux. Là, on peut gagner ».*

A l'heure où à Dunkerque se développent justement des mouvements revendicatifs et où la direction menace d'utiliser le lock-out, il faut souhaiter que la journée du 6 fasse avancer les choses pour que les sidérurgistes gagnent. Il le faut.

Jacques DUROC





ERICSSON-BREST
La clef d'une victoire

Le 20 mars, le travail reprenait à l'usine d'Ericsson-Brest après plus de trois semaines de grève. Lundi 19, à l'annonce que la direction s'était engagée à garantir l'emploi jusqu'à la fin de l'année, l'assemblée générale des grévistes avait décidé de reprendre le travail. En effet, la question de l'emploi était bien au centre de cette lutte qui a démarré le 26 février dans un atelier sur une question spécifique : la perte de salaire de 16 ouvrières mutées du secteur électromécanique au secteur électronique.

Le 1er mars, la grève devenait totale dans l'usine sur trois revendications :

- *Garantie de l'emploi pour tous ;*
- *Parité des salaires avec Thomson-Brest ;*
- *Suppression du travail en 2 X 8.*

Après maintes péripéties que nous avons eues l'occasion d'expliquer dans notre bimensuel No 51 et dans notre quotidien (Nos 1048 et 1055), le patron cède sur l'emploi et le garantit jusqu'à la fin 1979. Il accepte de négocier sur les rendements intenables qu'il a tentés d'imposer aux travailleuses qui sont passées de l'électromécanique à l'électronique. Il s'est d'autre part engagé à suivre pour l'augmentation des salaires la progression de l'indice INSEE.

Une première victoire donc.

« A notre connaissance, Ericsson-Brest est la seule usine de fabrication téléphonique en France qui ait un tel accord de garantie de l'emploi jusqu'à la fin de l'année. A l'AOIP, à la CGCT, à LTT ou à LMT, l'incertitude demeure quant au maintien de l'emploi... », nous écrivait notre correspondant, Yannick Dagorn.

Pourquoi cette victoire sur l'emploi dans une branche d'industrie où la restructuration se met en place et où les licenciements planent ?

Unité et solidarité

C'est à cette question que les membres de la cellule Marcel Cachin (Ericsson) du PCML, syndicalistes CGT et CFDT, répondent dans une interview accordée à notre quotidien No 1055 : *« La première condition qui a permis à la grève de se lancer sur de bonnes bases a été, je pense, l'unité syndicale. Cette unité syndicale a été réalisée dès le début, bien avant que le mouvement ne parte... Les délégués ne s'engueulaient pas devant l'assemblée générale. Ça, ça a été, je crois, assez déterminant pour que tout le monde croit, y croit vraiment, à cette lutte... ».*

Deuxième condition : *« Toutes les décisions ont été prises en assemblée générale. Il y en avait presque tous les jours, parfois même deux par jour quand il y avait des décisions à prendre... Le patron a vite compris que derrière l'intersyndicale, il y avait tous les grévistes. Une combativité formidable... ».*

Tout au long de la grève, les travailleuses et travailleurs d'Ericsson se sont reconnus dans l'intersyndicale et ont fait confiance dans sa direction : lorsque l'intersyndicale a proposé de transformer la forme de lutte et de remplacer la grève totale avec blocage de la production par une grève tournante (qui n'était pas une manière de garder la face en éteignant le mouvement, mais une réelle forme de lutte), l'ensemble des travailleurs s'est prononcé pour cette proposition.

Sans aucun doute, cette solide unité de l'intersyndicale et sa liaison étroite avec l'ensemble des grévistes ont été déterminantes dans la victoire, avec une tactique souple et offensive qui a permis d'adapter les formes de lutte à l'évolution de la situation et de développer un large mouvement de solidarité.

Une lutte qui montre que pour faire aboutir les revendications l'unité paie.

Claire MASSON



SFP Où en est-on ?

Interview de militants du PCML

Q : Où en est la lutte aujourd'hui à la SFP ?

Au bout de cinq semaines de grève il est apparu que Clermont-Tonnerre lâchait du lest, par rapport au plan initial des 448 licenciements (on en est actuellement à une centaine) et aux négociations sur les trois autres points de la plate-forme (négociations qui auront lieu pendant les quatre mois à venir). En fait la grève n'est que suspendue et l'ensemble des travailleurs reste mobilisé.

Q : Quelle a été l'attitude des travailleurs au sujet de la marche du 23 sur Paris ?

Les travailleurs de la SFP avaient pris pendant leur grève de nombreux contacts avec les sidérurgistes en allant les filmer sur le terrain, à Longwy.

Ils étaient donc présents lors de la marche du 23 mars.

Ils ont en particulier constitué six équipes de tournage pour suivre les cinq cortèges et la manifestation.

Ceci dit, le personnel de la SFP était divisé sur le sens de la manifestation. Cela s'est vérifié à travers les questions types « de la base à la base » préparées pour les interviews lors des tournages :

1) Que représente pour vous cette journée du 23 ?

2) Comment envisagez-vous l'après 23 ?

3) Que pensez vous de l'atteinte au droit de grève du secteur public ? En réalité, les travailleurs étaient très partagés sur la marche du 23, conséquence des consignes contradictoires des deux confédérations.

Q : Quelle est l'incidence de la division syndicale sur l'avenir de la lutte à la SFP ?

Les divergences sur la tactique de lutte se sont accentuées : la CGT appelle seule à la grève le 30 mars à la SFP alors que la CFDT avait organisé seule la grève surprise de TDF le 18 mars. La CGT veut maintenir une pression sur les négociations en cours en faisant une journée de grève par semaine, alors que la CFDT propose une trêve d'un mois au terme de laquelle un état des négociations sera possible pour se prononcer sur la suite du mouvement. Mais nous pensons que les travailleurs à la base sont unifiés sur le problème de fond des licenciements et que dès que les menaces se préciseront, il apparaitra une intersyndicale à nouveau.

Q : Vous avez parlé de la grève à TDF le dimanche 18 mars. A cette occasion, Lecat a fait un violent discours contre la grève. Comment interprétez-vous cette réaction du ministre ?

Il s'agit d'une attaque en règle non seulement du droit de grève existant dans le groupe ORTF, mais bien de celui des secteurs dits publics : PTT, EDF, SNCF, où le gouvernement cherche à remettre en cause les acquis des travailleurs, qui sont, dit-il, trop grands par rapport à ceux du secteur dit privé.

— **Q : Quels sont selon vous les principaux acquis de la lutte au point où elle en est actuellement ?**

— Les acquis revendicatifs : recul pour le moment du gouvernement sur les licenciements et les conditions de travail ;

— Les acquis sur le plan de l'unité à la base et la conscience des travailleurs : conscience dans leurs forces, confiance dans la lutte. Ainsi beaucoup de travailleurs se sont rendu compte par le mouvement qu'ils ont créé, par ces cinq semaines de grève à la SFP et les trois semaines de programme minimum que s'ils avaient pu le créer en 1974 au moment de la loi de l'éclatement de l'ORTF, la loi n'aurait pas pu passer.

En effet, en 1974, les syndicats n'avaient pas organisé la lutte et l'avaient même court-circuité au niveau confédéral de la CGT pour des raisons électoralistes.

En 1979, si l'intersyndicale a effectivement mené durement les discussions avec les représentants du gouvernement et agi efficacement sur le plan juridique, elle n'a pas organisé elle même la lutte. Elle n'a fait que la cautionner. Maintenant les travailleurs posent la question d'un véritable état-major qui non-seulement mène les négociations mais dirige et organise l'action.

Cinq semaine de lutte de la SFP :

— Intervention massive des travailleurs annulant ainsi le comité d'entreprise devant statuer sur les licenciements.

— Le PDG obligé de se rendre et de s'expliquer à une assemblée générale de 1 500 personnes.

— Intervention à *Europe No 1.*

— Bombage de la résidence de Vivien après son appel au lock-out de l'ex-ORTF.

— Annulation après intervention massive de trois tournages anti-grève.

— Blocage de l'autoroute A4 dans les deux sens devant les studios de la SFP à Bry-sur-Marne

— Blocage de l'autoroute A1

— Occupation du siège national de l'ANPE pendant deux heures.

— Blocage du Capitole à la gare de Lyon durant 30 minutes.

— Intervention sur Antenne 2 et deux heures de suppression des programmes.

— Diapos sauvages au journal télévisé de 13 heures.

— Manifestation de l'arrivée au prologue de Paris-Nice.

— Lâcher des tracts du haut de la Samaritaine devant la Maison de la radio.

— Plusieurs manifestations dans Paris.

— Tournages (développement, sonorisation, montage) et projection de la grève SFP et des autres secteurs en lutte : Péage-de-Roussillon, Manufrance, Longwy, SCO, Socoder, etc.

— Diffusion d'environ 1 500 000 tracts de popularisation.

— 10 000 affiches, sérigraphies, photographie, etc.

— Présence nuit et jour aux Buttes-Chaumont.

— Occupation totale de Joinville.

— Déménagement de la totalité des bureaux des cadres répressifs.

— Création de deux radios pirates *Radio-Franche, Franche-Inter.*

---

* Pour connaitre notre point de vue sur d'autres aspects de ce conflit, en particulier sur la question du « service public », on peut lire les pages « Spéciales SFP », disponibles à l'Humanité rouge.



La Bolivie après le fascisme

Quand on a visité les mines d'étain de Bolivie, on garde longtemps avec soi l'odeur du minerai. C'est une odeur âcre, qui prend à la gorge et douceâtre à la fois, à la limite souvent du nauséabond, qui imprègne les vêtements et qui colle à la peau.

D'où vient pourtant qu'on aime cette odeur ?

C'est qu'elle porte en elle le visage de bronze du mineur, c'est qu'elle nous aide à conserver longtemps la force de son sourire, le reflet métallique de ses yeux dans l'obscurité des galeries, la rugosité franche de sa poignée de main. Et si on la respire profondément un picotement particulier vous emplit les poumons : ce sont les particules insidieuses de la silice qui vous pénètrent et qui vous obligent à garder, comme incrustée au plus profond de vous-mêmes, la révoltante réalité des morts de quarante ans.

Quarante ans, c'est l'âge où meurent les mineurs en Bolivie. Ils sont entrés à la mine un matin, à 19 ans, et depuis, chaque inspiration leur a insufflé le venin de la silicose. Ils le savent, ces mineurs que j'ai rencontrés à Siglo Veinte ou à Huanuni. Leurs épouses, leurs fils le savent. Ils seront morts, elles seront veuves, ils seront orphelins dans pas bien longtemps. Les femmes et les enfants franchiront alors un pas de plus dans la misère.

Ne serait-il pas presque légitime qu'ils se laissent aller au désespoir, qu'ils se laissent gagner par l'envie un soir, de voler des bâtons de dynamite dans la mine et de tout faire sauter ? Ou bien alors qu'ils sombrent dans l'abattement ?

Et pourtant non. Les mineurs boliviens ne sombrent pas. Dans cet énorme océan des vallonnements des Andes, où ils semblent comme ballotés par d'immenses vagues, les districts miniers, en fait, s'accrochent, se hèlent les uns les autres et résistent ensemble à toutes les intempéries.

Derrière l'apparent anonymat des silhouettes grises de la mine qui travaillent par petites équipes, on découvre des hommes conscients de faire partie d'une seule classe, d'un seul peuple, où chacun se sent responsable du sort de tous.

Cette unité, cette force, cette conscience politique n'est pas une illusion. Elles se concrétisent par l'existence d'une seule confédération syndicale, la Centrale ouvrière bolivienne, qui regroupe toute la classe ouvrière du pays. Elles se concrétisent dans la participation fondamentale des femmes à la lutte à travers le Comité national des femmes de mineurs. Elles se concrétisent enfin par l'existence d'un seul parti ouvrier révolutionnaire, le Parti communiste marxiste-léniniste de Bolivie (PCMLB), solidement ancré dans la classe ouvrière et la paysannerie, largement présent dans la réalité du pays.

C'est le PCMLB qui m'a guidé dans ma visite grâce à tous les dirigeants syndicaux des mines visitées et les militants et militantes dans tout le pays.

Au-delà des scènes de misère extrême que l'on a du mal à imaginer ici, c'est cette impression de puissance de la classe ouvrière bolivienne qui persiste une fois rentré en France. Cette puissance qui leur a permis de résister dans la bourrasque de sept ans de fascisme et finalement d'abattre le régime de Banzer. Aujourd'hui, ils ont repris la lutte à la lumière du jour avec plus de force que jamais.

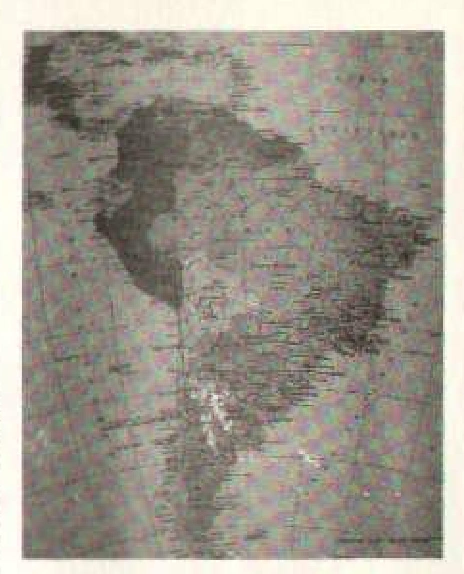
Gardez les yeux fixés sur la Bolivie. Il pourrait bien s'y passer des choses décisives.

Pierre DELAUBE

REPORTAGE

BOLIVIE

Une classe ouvrière vigilante



L'actuel gouvernement militaire bolivien, surgi du coup d'Etat du général David Padilla du 24 novembre 1978 a ouvert une phase de plus large démocratie dans le pays et promis en particulier la célébration d'élections présidentielles et législatives pour le prochain mois de juillet.

Après sept ans de fascisme, cette situation nouvelle n'est pas le fait de la bonne volonté d'un secteur qui serait « démocratique » ou « nationaliste » au sein de l'armée. Elle est le résultat direct de la lutte des masses et principalement des mineurs contre le fascisme.

En août 1971, se produisait le coup d'Etat du général Hugo Banzer contre le gouvernement du général Juan José Torres qui avait pris certaines mesures de nationalisation et avait dicté certaines dispositions favorables à la classe ouvrière et au peuple. Il s'agissait alors pour l'impérialisme américain qui voyait ses intérêts menacés par la mobilisation des masses de détruire totalement sa capacité révolutionnaire et d'imposer un régime fasciste qui *« maintienne un climat de paix favorable aux investissements étrangers »*, comme le proclamèrent les nouvelles autorités. En réalité, c'est un climat de guerre qu'installa le gouvernement Banzer dans le pays, un climat de répression constante dont un des points culminants fut le massacre des paysans de Tolata qui s'étaient révoltés contre une hausse des produits de première nécessité, en janvier 1974.

Banzer : le pays livré à l'impérialisme

Pour ne prendre que quelques exemples de cette politique, en 1972 le gouvernement Banzer dicta une *« loi des hydrocarbures »* par laquelle, à travers des *« contrats d'opération »* de 30 ans, il livrait le pays aux compagnies pétrolières étrangères. En application de cette loi, dès 1974, quelque quinze compagnies s'étaient vu octroyer 13,2 % du territoire, pour l'exploitation du pétrole. Par ailleurs, la *« loi des investissements »* qui était en fait, comme l'écrivit un économiste du pays, *« une autorisation pour l'exercice légal du vol »* ouvrait le pays aux investisseurs étrangers, dispensés presque totalement du paiement des impôts, autorisés à importer tout le matériel qu'ils jugeaient nécessaires sans payer de droits, et gratifiés en plus de concessions gratuites de terres, etc. Pendant le régime de Banzer, la dette externe augmenta dans des proportions considérables jusqu'à atteindre lors de sa chute 2 700 millions de dollars. Plus que jamais, le pays était soumis à l'impérialisme : plus que jamais, le peuple était surexploité.

Les mineurs : résister jusqu'à vaincre

Cependant, jamais la classe ouvrière et le peuple boliviens n'ont cédé face au fascisme. De fait, comme le disait le camarade Oscar Zamora, secrétaire général du PCMLB, pendant les sept ans de fascisme, le peuple bolivien a lutté continuellement et systématiquement pour une seule chose : éviter la destruction de sa capacité révolutionnaire et la consolidation du fascisme.

Ainsi, le gouvernement de Banzer n'a jamais réussi à diviser la Centrale ouvrière bolivienne malgré ses nombreuses tentatives. La classe ouvrière, malgré sa faible importance numérique et principalement les mineurs, ont constitué la colonne vertébrale de la résistance au fascisme à travers ses organisations syndicales, tandis que le mouvement paysan, au début contrôlé par le gouvernement, avançait vers une position d'indépendance et une position de classe conséquente.

DES CHIFFRES (OFFICIELS) REVELATEURS

Superficie : 1 098 000 km2 ; densité : 4,4 habitants au km2 ; population : 4 750 000 ; Revenu annuel par tête : 200 dollars ; Espérance de vie : 48 ans ; taux de mortalité : 17,7 pour mille ; taux de mortalité infantile : 174 pour mille ; un médecin pour 3 000 habitants ; un lit d'hôpital pour 10 000 habitants ; 5 % de la population rurale bénéficie de l'électricité ; 3 % de l'eau potable ; 35 % de la population urbaine disposent d'eau potable ; 37 % de la population adulte est analphabète ; il y a 1 235 000 paysans, 81 100 mineurs, 48 000 ouvriers d'usine ; 36 % de la population active sont chômeurs ou sous-employés.

Pourquoi dans ces conditions le régime a-t-il pu durer sept ans ?

C'est que le mouvement des mineurs, pendant les premières années du régime de Banzer, était dirigé par le Parti communiste révisionniste qui soutenait une politique de « cohabitation » avec le fascisme. Lors du congrès de la Fédération minière du 6 mai 1976 à Corocoro, les mineurs rejetèrent en masse cette politique. Le PCMLB défendit la thèse que les mineurs avaient une tâche révolutionnaire à accomplir, celle de lutter contre le fascisme pour la libération de leur peuple et qu'ils ne pouvaient s'en tenir à la seule lutte revendicative que prônaient les révisionnistes. Cette thèse fut massivement adoptée et le PCMLB prit la tête de la Fédération. Dès lors tout changea. Le fascisme d'ailleurs sentit tout de suite le danger et après le congrès décida l'occupation des centres miniers par l'armée. Au lieu de capituler face à la répression accrue, les mineurs, dirigés par le PCMLB, renforcent leur unité et leur combativité et répondent par une série de grandes grèves nationales.



Manifestation à La Paz.
Au premier rang, Oscar Zamora et Domitila Chungara.

En décembre 1977, la Fédération des mineurs se lance dans une lutte décisive. Elle organise une grève générale, secondée par une grève de la faim, qui, commencée le 30 décembre par cinq femmes du Comité national des femmes de mineurs (amas de casa) avec à sa tête Domitila Chungara, réunit le 18 février 1978 un total de presque 1 400 personnes venues de tous les secteurs du pays. Elles constituent de fait un large front de tout le peuple dirigé par les mineurs, devant lequel Banzer se voit obligé de capituler.

Il accorde ce que les mineurs et les grévistes de la faim exigent : amnistie générale pour tous les prisonniers et exilés politiques et promesse d'élections pour juillet 1978. C'est une grande victoire pour le peuple bolivien.

Nouveau coup d'État fasciste, nouvel échec

Plusieurs fronts politiques se forment pour les élections — l'un en particulier auquel participe le PCMLB, le Front révolutionnaire de gauche (FRI) — qui vont combattre le candidat gouvernemental, le général Juan Pereda, ministre de l'Intérieur de Banzer. Au jour des élections, le 9 juillet, les opposants au fascisme sont en train de gagner massivement, lorsque brusquement la tendance s'inverse et dans certains endroits, l'armée occupe les bureaux de vote. La fraude électorale est manifeste et dénoncée par tous les observateurs étrangers présents. Le général Pereda demande alors l'annulation des élections au tribunal électoral et après quelques jours de flottement politique dans le pays, il fait un coup d'État, le 21 juillet.

Mais c'était sous-estimer la mobilisation des masses. La protestation est générale pendant les semaines qui suivent ; la révolte gronde partout et l'armée voit son pouvoir menacé. C'est dans ces conditions que le 24 novembre le général Padilla prend à son tour le pouvoir pour « éviter un affrontement des forces armées avec le peuple », comme il le dit lui-même.

Oscar Zamora explique que le nouveau gouvernement n'est pas constitué d'éléments favorables à un changement profond dans le pays. L'armée continue à être le gardien des intérêts de l'impérialisme. S'il y a conflit en son sein, c'est entre les partisans d'une politique de répression et ceux qui optent pour une politique d'ouverture démocratique mais tous avec le but de sauvegarder l'instrument de pouvoir que constitue l'armée.

Maintenir l'indépendance et la combativité de la classe ouvrière

Face à cette situation, le PCMLB maintient une politique d'indépendance de la classe ouvrière. Face au gouvernement, il a une double tactique qui consiste à appuyer les mesures qui vont dans le sens du peuple et qui d'ailleurs lui ont été imposées par le peuple, tout en combattant tous les aspects négatifs de sa politique et en exigeant par exemple l'immédiate évacuation des mines par l'armée.

(Les révisionnistes, eux, affirment que l'armée bolivienne est chez elle partout en Bolivie !)

En même temps, il continue d'avertir le peuple que de par sa nature qui n'a en rien varié, l'armée peut changer de politique et qu'il faut y être préparé dès maintenant. Il s'agit pour la classe ouvrière et le peuple d'éviter deux écueils ; une politique infantiliste, celle suivie par les trotskistes, de rejet total du gouvernement, et la politique droitière des révisionnistes

Le PCMLB prône une politique qui consiste à faire tout son possible pour impulser la démocratisation, qui lui permet d'accumuler des forces et d'établir de plus larges liens avec les masses, en gardant toujours pour objectif stratégique la prise du pouvoir, mais en même temps maintenir les revendications de la classe ouvrière et du peuple.

Ne pas rejeter la lutte parlementaire

Nous, m'explique le camarade Zamora, nous considérons que les élections ont une importance certaine en ce moment, mais ce qui reste fondamental, c'est de préserver le mouvement de masse et l'unité des masses. C'est le facteur décisif qui nous permettra de faire face à n'importe quelle situation après les élections, que le gouvernement soit réformiste ou de droite.

Cependant, le PCMLB ne néglige pas pour autant les possibilités offertes par la participation à un Parlement. D'une part, il considère que la campagne électorale impulsera l'accumulation de forces, d'autre part la participation au Parlement lui permettrait de saisir cet autre instrument pour la lutte sociale et politique des masses.

Actuellement, deux fronts principaux se sont formés avec chacun des chances égales d'obtenir la majorité. D'une part, l'UDP, avec Hernan Siles Suazo comme candidat à la présidence, traversée par de sérieuses divisions et notamment des querelles intestines pour la désignation du candidat à la vice-présidence, d'autre part le Mouvement nationaliste révolutionnaire (historique) allié à la démocratie chrétienne avec comme candidat à la présidence Victor Paz Estenssoro.

Les deux formations, UDP et MNR historique, sont des formations bourgeoises et leurs programmes ne sont pas sensiblement différents. Face à la situation économique difficile que connaît le pays, tous deux s'accordent sur la nécessité de renégocier le paiement de la dette et donc d'ouvrir une phase de « stabilité politique ». Aussi bien pour Paz que pour Siles, la première des tâches sera de « remettre de l'ordre », dit l'un, « assainir », dit l'autre, l'économie.

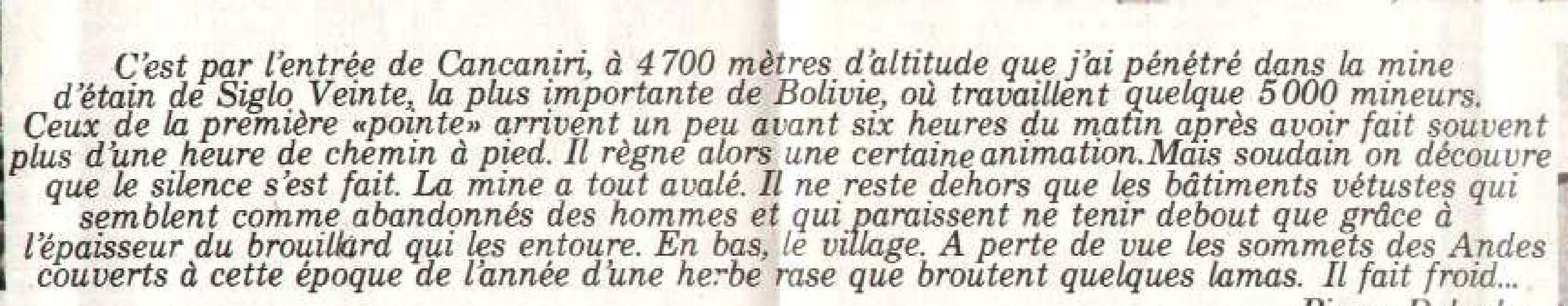
On sait ce que cela veut dire. Ils ne le cachent pas, d'ailleurs : « il n'est pas question dans les premiers temps de prendre des mesures révolutionnaires », ni nationalisations, ni nouvelle réforme agraire. Ils promettent aussi en chœur que l'austérité sera subie par tous et non pas seulement par les plus démunis. Tout deux prônent une politique de rapprochement avec le tiers monde et de liens avec tous les pays. Ils coïncident également quant à la politique agraire ; facilité de crédit et appui technique aux paysans pour permettre une plus grande productivité. Ajoutons que tous deux jouissent de l'appui de l'impérialisme américain.

Cependant, la UDP bénéficie de l'appui de la social-démocratie européenne, et de l'Union soviétique, par l'intermédiaire du Parti communiste qui en fait partie. Par ailleurs, le MNRh de Paz a une plus large base sociale notamment à la campagne.

Face à cette situation, le PCMLB a défini une politique qu'il caractérise lui-même « d'audacieuse » : conclure un pacte électoral avec le MNR historique qui lui permette d'obtenir des sièges au Parlement et de développer sa propagande dans les plus larges secteurs de la population. Il s'agit bien, me précise Zamora, d'un pacte électoral. Il ne s'agit pas d'une alliance avec Paz Estenssoro, ni d'un front, mais d'un accord électoral en vue d'obtenir un résultat concret où chacun garde son indépendance politique.

Quels que soient les résultats des prochaines élections de juillet, une chose est sûre d'ores et déjà : la classe ouvrière maintient son indépendance et son unité combative face à la bourgeoisie et quelles que soient les intentions de l'impérialisme, il devra compter sur sa vigilance. Elle est prête.

Avec les mineurs de SIGLO VEINTE et HUANUNI


C'est par l'entrée de Cancaniri, à 4 700 mètres d'altitude que j'ai pénétré dans la mine d'étain de Siglo Veinte, la plus importante de Bolivie, où travaillent quelque 5 000 mineurs. Ceux de la première «pointe» arrivent un peu avant six heures du matin après avoir fait souvent plus d'une heure de chemin à pied. Il règne alors une certaine animation. Mais soudain on découvre que le silence s'est fait. La mine a tout avalé. Il ne reste dehors que les bâtiments vétustes qui semblent comme abandonnés des hommes et qui paraissent ne tenir debout que grâce à l'épaisseur du brouillard qui les entoure. En bas, le village. A perte de vue les sommets des Andes couverts à cette époque de l'année d'une herbe rase que broutent quelques lamas. Il fait froid...

Pierre Delaube



Ici, les « lameros ». Ils récupèrent dans le fond du canal qui sort de la fonderie une boue encore chargée de restes d'étain. Cette boue est ensuite mélangée à de l'eau et arrive par des canalisations jusqu'à des réservoirs ronds, creusés dans la terre. Le minerai se dépose au centre. L'opération est répétée quatre fois pour obtenir une teneur suffisante d'étain.

On y travaille de l'aube jusqu'à la tombée de la nuit. On dort sur place dans de misérables cabanes. Le minerai ainsi obtenu est vendu à la banque minière qui en détermine le poids et la teneur, sans aucun contrôle possible de la part des travailleurs. Ils obtiennent ainsi quelque 3 000 pesos tous les deux ou trois mois.



« Dehors les militaires », une revendication de tous dans les districts miniers.

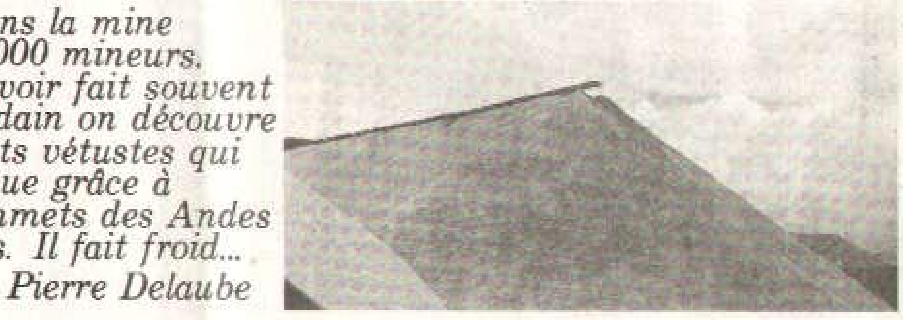
Outre les travailleurs de l'entreprise minière, des centaines d'hommes et de femmes travaillent comme indépendants dans certaines galeries des mines ou dans la récupération des déchets d'étain.





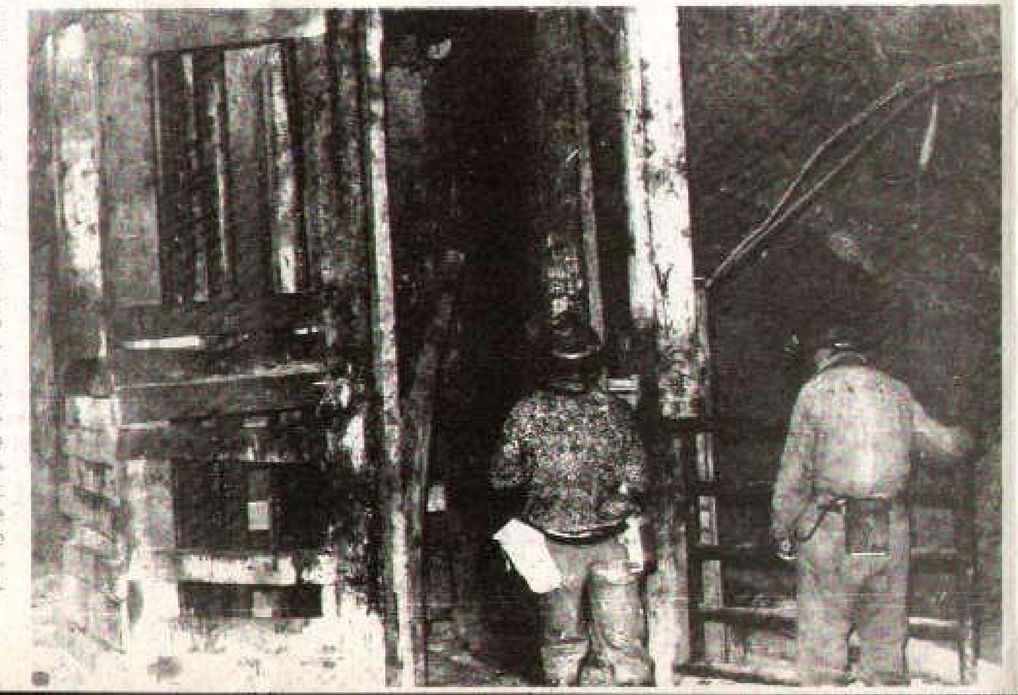


Sur la montagne des débris de roche que la fonderie rejette, des femmes, pliées en deux, avec, souvent, un enfant sur le dos. Ce sont les « palliris » qui cassent les cailloux avec un petit marteau et sélectionnent les morceaux qui, par le poids et la couleur, semblent encore contenir de l'étain. Elles le vendront ensuite à l'entreprise.



Avant d'entrer dans la mine, on jette un dernier regard sur la pâle lumière du jour. Lorsqu'on ressortira, après douze heures de travail, le plus souvent il fera déjà nuit. Au bout de la première galerie qui perce horizontalement la montagne s'ouvre un puits carré par lequel descendra la « cage » comme l'appelle les mineurs : une armature rudimentaire de bois et de fer suspendue à des câbles qui s'enfoncent de niveau en niveau jusqu'à 600 mètres de profondeur. Les mineurs nous racontent qu'il y a 15 jours, la « cage » a lâché. Six hommes sont morts.

On descend. La roche défile rapidement devant les yeux. Quand, arrivé au dernier niveau, on emprunte le labyrinthe interminable des galeries, l'air est devenu irrespirable. L'eau suinte sur les parois et s'écoule dans des canaux latéraux. Dans le noir, on remarque soudain des lumières qui s'agitent. Ce sont les lampes des casques



Les hommes travaillent. Ils percent la roche, placent de la dynamite et s'éloignent pour attendre l'explosion. Brève pause. On échange trois mots, on tire deux bouffées de cigarette et on reprend des feuilles de coca qu'on mâche tout au long de la journée pour tenir le coup. Bientôt, on entend une détonation sourde qui heurte le cerveau. L'écho roule à travers les galeries, se heurtant aux parois comme si, aveugle, il cherchait la sortie. Puis tout s'apaise. Il reste la poussière dans laquelle il faut maintenant transpirer. Il reste le danger des éboulements.

Bientôt, les bennes partiront pleines du minerai noir.





Dans le four de la fonderie où sèche l'étain, au milieu des vapeurs de soufre.
La Bolivie, deuxième exportateur mondial d'étain, ne traite que 20 % de sa production. Le restant part sous forme de minerai pour les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'URSS notamment.



Une « rue » de Llallagua.

A Huanini : les « relaveras » récupèrent à l'aide d'un tamis l'étain que portent ces eaux où se déversent plus haut les égouts.



Photos HR

FEDERICO ESCOBAR ZAPATA



Sur une des places les plus importantes de Llallagua, la statue de Federico Escobar, qui fut dirigeant de la Fédération des mines et le premier secrétaire général du PCMLB.

Sa présence ici, dans une localité occupée par l'armée, témoigne de la force des mineurs et du parti.

Escobar fut assassiné par le gouvernement en 1966. Arrêté, il s'était cassé un bras quand la jeep de l'armée qui le conduisait à La Paz avait eu un accident. Hospitalisé à La Paz, il était mort à cause d'un « excès d'anesthésie », lors de son opération, selon la version officielle à laquelle personne ne croit.

Tous ici parlent de Federico avec une profonde affection. Domitila et son mari m'ont longuement parlé de son souci pour les conditions de vie des masses, de sa très profonde connaissance des mines et de son aptitude à savoir écouter l'avis des plus humbles.

« Un ouvrier venait-il à mourir, il était aussitôt là, me dit Domitila. *Et la veuve n'était pas abandonnée à elle-même, ça non. Il désignait aussitôt des dirigeants du syndicat et leur disaient : "Vous allez vous occuper de ce qu'elle perçoive rapidement son indemnisation et sa pension et de ce qu'elle trouve un travail... ". Ce que les médecins n'aimaient pas,* poursuit-elle, *c'est qu'il était là quand il y avait un accident grave, au chevet du blessé, et qu'ils les obligeaient à faire tout leur possible pour le soigner et le sauver. Il n'abandonnait jamais les ouvriers, Federico... Plus tard, il me racontait souvent : moi, des fois, je suis en train de me racler la cervelle pour trouver une solution à un problème et nous, ici, entre tous les crânes, nous ne trouvons pas de solution et voilà que je vais chez la femme la plus humble, qui ne vient jamais au syndicat, qui n'appartient pas au parti, je lui pose le problème et elle trouve la solution. Le peuple est savant. Il faut savoir apprécier sa sagesse. Il faut être en contact avec le peuple, parler avec le peuple pour trouver la solution de nos problèmes au sein du peuple ».*

Interview de René Higueras, secrétaire général de la centrale ouvrière bolivienne

Une centrale ouvrière unique

Le bâtiment de la Centrale ouvrière bolivienne (COB) se dresse sur l'avenue principale de La Paz. C'est là que me reçoit son secrétaire général, le camarade René Higueras. Il porte en lui les marques laissées par des années de privations, de prison, de tortures, d'exil.

La Paz est bâtie sur une cuvette longitudinale, à 3 700 m d'altitude. Quand on arrive à l'aéroport, le manque d'oxygène vous laisse un moment étourdi et provoque des maux de tête pendant les premières heures. Le remède ici consiste dans une infusion de coca. J'y suis arrivé en été, un été particulier qui correspond aux plus fortes précipitations de l'année. Une pluie glaciale m'a accompagné dans tous mes déplacements.

Des fenêtres de la COB, je découvrirai une bonne partie de la capitale. Au fond de la cuvette, l'avenue commerçante, interrompue par plusieurs petite places. Des deux côtés, sur les sommets, on aperçoit les bidonvilles. Plus on grimpe en effet vers les hauteurs, plus les quartiers se font misérables. Vers le bas, une fois dépassé le Sheraton, commencent les beaux quartiers. Des villas somptueuses et leurs jardins, entourées de hauts murs. Personne dans les rues si ce n'est les femmes indiennes en tablier blanc chargées de lourds cabas débordant de provisions : la nourriture des maîtres. Leurs enfants, eux, meurent de faim.

Dans un pays où, comme me l'explique le camarade Higueras, le salaire moyen d'un ouvrier est de 1 600 pesos (80 dollars), où les 40 % des hommes en âge de travailler sont chômeurs ou sous-employés, qui peut se payer le loyer d'un appartement en ville lorsque le plus modeste des deux pièces coûte 4 500 pesos ? C'est pourquoi le travailleur doit choisir sa demeure là haut, dans le cerro. Quatre murs couvers de calamine. Même les gens un peu plus aisés comme les professeurs, qui gagnent 3 000 pesos par mois, sont obligés de grimper là-haut pour trouver une chambre à louer dans les bidonvilles, sans salle de bain, sans cuisine, pour quelques 700 à 800 pesos par mois. Il faut ensuite nourrir la famille.

Les femmes au marché n'achètent pas au poids. il ne s'agit pas d'acheter un kilo de pommes de terre, par exemple, mais dix pesos de pommes de terre, ou bien cinq pesos de riz. Que les prix augmentent, et c'est souvent, elles reviendront du marché le cabas plus léger. La soupe à midi sera plus claire et l'assiette ce soir paraîtra trop grande pour cette poignée de fèves. *« Les quantités se réduisent de jour en jour, et de jour en jour, mes enfants mangent moins »* me dira une mère de famille.

A midi, je mangerai avec Higueras dans un petit restaurant populaire. Le plat national du pays pour les classes populaires, le chairo, une espèce de soupe épaisse faite de céréales et dans laquelle surnage du « chicharron ».. « C'est du cuir de porc grillé et qu'on trempe ensuite dans la soupe », m'explique Higueras, c'est notre « viande » à nous ».

La situation de misère de la classe ouvrière, Higueras me l'exposera avec colère, mais il me dit aussi la grande fierté de la classe ouvrière bolivienne, sa centrale ouvrière unique.





Les travailleurs boliviens appartiennent tous à une seule centrale ouvrière. On se demande comment ils ont fait ? Alors d'après toi ?

Je crois que cela se doit au haut niveau politique et à la très grande combativité des travailleurs boliviens qui n'ont jamais permis le fractionnement de la Centrale ouvrière bolivienne. Les tentatives pour la diviser n'ont pas manqué. La ORIT d'abord, ensuite la CLAT ont fait tous leurs efforts pour diviser la COB. Jusqu'à maintenant, elles n'y ont pas réussi. Les travailleurs considèrent la COB comme la seule capable de défendre leurs véritables intérêts, toute tentative de la diviser s'est toujours heurtée à leur opposition naturelle. La ORIT et la CLAT ont tenté de diviser la COB en achetant certains dirigeants. Elles leur ont payé des voyages, elles les ont promenés à droite et à gauche. Mais le travail que ces dirigeants ont tenté au niveau de la base n'a pas été efficace. Les travailleurs les ont identifiés et les ont rejetés.

Actuellement, les agents de la ORIT ou de la CLAT se sont infiltrés dans certaines organisations politiques et ils essayent de miner l'unité des travailleurs, des syndicats, des fédérations, mais en vain.

Il existe cependant au sein de la COB des gens de tendances politiques diverses. Comment réussissent-ils à préserver leur unité ?

— Oui, dans toutes les organisations syndicales, et même au niveau du comité exécutif de la COB, toutes les tendances qui ont une réelle représentativité ouvrière sont présentes. Mais la base a toujours imposé l'unité aux dirigeants, et les dirigeants ont été obligés de se soumettre à cette exigence de la base.

En marge de ce que peut décider tel ou tel parti politique, les bases imposent leur conduite aux dirigeants qui sont obligés non de mener la politique qui répond aux intérêts particuliers d'un parti, mais celle qui répond aux intérêts généraux de toute la classe ouvrière.

Comment se réalisent les élections pour la direction de la Centrale ouvrière bolivienne ?

— Notre plus haut organisme est le Congrès. La représentation des différents secteurs des travailleurs à ce congrès se décide selon trois critères : d'abord, l'appartenance de classe, ensuite le degré de combativité et troisièmement le nombre.

Par exemple, prenons les mineurs et les ouvriers d'usine : ils appartiennent à la classe ouvrière tous les deux, mais les mineurs ont une plus forte représentation à cause de leur plus haut degré de combativité.

Qui décide du degré de combativité ?

→



Mineurs boliviens descendant sur La Paz pour une marche antifasciste, organisée par la COB. Dans leurs mains, des bâtons de dynamite.

— Les travailleurs le savent. Tu peux enquêter, demande à n'importe quel ouvrier qui sont les plus combatifs dans le pays. Il te répondra : ce sont les mineurs. Et ensuite, qui les suit ? Il te dira : ce sont les travailleurs d'usine. On pourrait croire que c'est subjectif, mais cela se fonde sur les faits, sur l'histoire de notre pays.

Ensuite, bien sûr, on décide d'après le nombre, selon des échelles que nous établissons. Ce qui fait que pour un comité exécutif élargi, les mineurs ont 12 délégués et les ouvriers d'usine 8. Pour un congrès, ils ont 67 et 35 délégués respectivement. Le congrès se réunit tous les deux ans et sur la proposition de la salle, il élit le comité exécutif national.

Le dernier congrès s'est réuni en mai 1970. Depuis, à cause de la répression, il n'a pas été possible de le réunir. Nous préparons actuellement le cinquième congrès qui se tiendra prochainement.

Combien y a-t-il de travailleurs syndiqués dans le pays ?

— Ici, tous les travailleurs sont syndiqués. Les seuls à ne pas être syndiqués en Bolivie sont les policiers.

Par leur propre volonté ou bien parce qu'une loi rend la syndicalisation obligatoire ?

— Non. La COB a été organisée et se développe en marge d'une quelconque décision gouvernementale. Il n'y a pas de loi qui nous indique quelle doit être notre politique.

Alors toute la classe ouvrière est syndiquée à la COB ?

— Oui. Tous les travailleurs qui peuvent travailler dans ce pays.

En réalité, nous ne connaissons pas leur nombre exact. Les entreprises ont un certain nombre de travailleurs inscrits sur leurs registres, mais il y en a beaucoup qui n'y figurent pas. C'est ceux qu'on appelle ici les « *eventuales* ». Il sont embauchés temporairement sans que les patrons signalent leur embauche au ministère du Travail. Ils peuvent être licenciés à n'importe quel moment, l'entreprise ne leur reconnait ni ancienneté, ni sécurité sociale, ni droits sur le risque professionnel, etc. Ici, à La Paz, il y a au moins 9 000 « eventuales » pour 20 000 travailleurs d'usine régulièrement embauchés.

Il y a au total dans le pays quelque 60 000 ouvriers d'usines et 30 000 mineurs régulièrement embauchés.

Tu peux donner un nombre approximatif de chômeurs dans le pays ?

— Je crois que grosso modo de 40 à 50 % de la main-d'œuvre potentielle chôment dans le pays. Je parle des villes, à la campagne, c'est incalculable.

Quels sont les objectifs suprêmes de la COB ?

— Dans le programme de principe de la COB, l'objectif primordial c'est la prise du pouvoir par les travailleurs. Nous n'avons aucun motif de le cacher. La COB est une organisation politique dont le programme et les organismes sont destinés à la prise du pouvoir pour les travailleurs et par les travailleurs. Nous ne nous contentons pas de réclamer un peso de plus ou de moins. Ce qui suppose de se libérer de l'impérialisme américain. Car nous sommes dépendants de l'impérialisme. Nous sommes un pays dépendant où le capital financier impose ses conditions, aussi bien pour le prix de nos exportations de matières premières que pour les prix de nos importations.

Nos matières premières exportées à bas prix nous reviennent sous forme de produits élaborés à un prix élevé. On parle beaucoup en ce moment de l'industrie automobile que nous allons soi-disant monter. Mais ici, nous ne pouvons pas produire de voitures. Nous avons bien du fer, mais nous n'avons pas de sidérurgie. Tout va arriver préparé et nous, nous poserons les quatre derniers boulons et rien de plus. Et on va appeler cela « industrie bolivienne ».

Quelles sont les revendications immédiates les plus importantes que la COB présenterait au prochain gouvernement ?

— En premier lieu, la COB exige le respect de la Constitution politique de ce pays. La Constitution politique de 1967 n'a pas été élaborée par les travailleurs, mais malgré cela, nous croyons que cette Constitution établit un certain nombre de normes qui donnent des droits aux travailleurs, comme le respect du droit syndical, la liberté d'organisation, etc.

Nous croyons que ces principes doivent être respectés. Quant au problème économique, il faut signaler que le salaire réel du travailleur a baissé énormément au cours de ces dernières années. Nous sommes actuellement engagés dans une lutte non pas pour une augmentation des salaires mais pour la récupération du pouvoir d'achat de nos salaires de 1971. Ensuite, nous engagerons une lutte pour une augmentation.

La COB va-t-elle prendre parti pour un candidat lors des prochaines élections ?

— Disons d'abord qu'ici pour présenter un candidat, il faut compter non pas sur des millions de pesos, mais sur des millions de dollars. Beaucoup de travailleurs désireraient présenter un candidat qui représente réellement les intérêts des ouvriers et des paysans, mais c'est impossible. Nous n'avons pas la possibilité de faire une campagne, ni même d'imprimer les photos d'un éventuel candidat.

C'est pourquoi nous croyons que nous devons appuyer un candidat qui offre quelques garanties, qui pourrait défendre honnêtement les intérêts des travailleurs. En aucun cas, nous ne pourrons présenter nous-mêmes un candidat.

ORIT et CLAT : organisations syndicales latino-américaines contrôlées par les États-Unis à des degrés divers. La CLAT a cependant pris certaines positions favorables au tiers monde.

REPORTAGE

INTERVIEW DE DOMITILA CHUNGARA, DIRIGEANTE DU COMITE DES EPOUSES DE MINEURS



Parmi les barraques de Llallagua, la localité au bas de la mine de Siglo Veinte, où habitent les mineurs, il en est une bien particulière.

Rien ne la distingue pourtant des autres. Les mêmes murs blancs lépreux dont la mince couche de plâtre s'effrite par endroits pour laisser apparaitre la poussière du pisé, le même toit de calamine. Et si on pousse la porte de bois branlante on y découvre les mêmes deux pièces en terre battue. On n'y verra ni salle de bain, ni cuisine.

Pourtant n'importe qui à Llallagua pourrait vous l'indiquer. C'est ici qu'habite Domitila Chungara, avec son mari et ses huit enfants. Vivent avec eux, en plus, sa sœur, son mari et son fils. Pour tout meuble, des lits les uns à côté des autres où la nuit, s'entassent les enfants. L'humidité, le froid, pénètrent de partout.

Domitila Chungara dirige le Comité de amas de casa, de Bolivie, organisation qui regroupe toutes les femmes des mineurs du pays.

Quand je l'ai rencontrée, elle attendait son neuvième enfant. Il y a peu, nous avons appris qu'elle avait fait une fausse-couche à la suite d'une maladie et qu'elle demeure dans un état préoccupant.

Le comité des épouses de mineurs, m'explique Domitila, est né d'une nécessité, le 20 juin 1961. Nous traversions alors une époque difficile où le peuple bolivien était particulièrement réprimé et tous les dirigeants syndicaux des mines furent arrêtés. Les épouses alors ont réalisé la nécessité de s'organiser pour exiger la liberté de leurs maris. Plusieurs d'entre nous sont alors allés à La Paz pour y faire une grève de la faim. C'est ainsi qu'est né le comité. Nous étions alors une dizaine. Aujourd'hui, il y a 25 comités de femmes locaux qui regroupent la totalité des épouses de mineurs, dans les districts de la mine nationalisée.

Q : Nous savons que vous avez eu à subir une très dure répression de la part du gouvernement fasciste de Banzer, mais vous avez rencontré aussi des problèmes pour faire admettre votre organisation par vos propres maris.

Oui, au début il y a eu pas mal de résistance parce que les hommes n'étaient pas habitués à ce que les femmes participent à la lutte.

Maintenant c'est tout différent ! Maintenant, l'absence des femmes dans une manifestation ouvrière est considérée comme une offense par les hommes. Ils demandent : que se passe-t-il avec les femmes ? Pourquoi ne sont-elle pas là ?

Avant ils nous critiquaient. Souvent même dans les manifestations, ils nous avaient sifflées pour nous empêcher de parler. Mais dans ces dernières années, le comité a joué un rôle si important dans ses différentes activités qu'il a démontré dans la pratique aux camarades hommes la nécessité que les femmes soient organisées et qu'elles aient la plus grande participation possible dans tous les événements.

Q : Comment expliques-tu cette résistance des hommes ?

Eh bien, en Bolivie le « machismo » (ce que nous pourrions traduire par « phallocratisme ») est drôlement implanté. En Bolivie, la femme n'est pas reléguée au second ni au troisième plan, mais au quatrième. D'abord il y a le mari, ensuite les beaux parents ensuite les enfants et ensuite seulement on tient compte de ce que peut penser la mère. Notre pays a été une colonie espagnole et pour les Espagnols la femme ne devait même pas savoir lire et écrire. Ils prétendaient que cela ne lui aurait servi qu'à correspondre avec son amant.

C'était une façon de nous asservir.

La femme ici vit entourée de préjugés qui ont été créés par les gouvernants pour l'écarter de la lutte.

Maintenant, dans les dix dernières années, cela a changé. Le comité des amas de casa a été une des écoles qui a permis de réveiller les consciences, principalement chez les mineurs. C'est vrai que cette lutte n'est pas facile. Mais plus nous participons aux luttes, plus nous retrouvons notre place légitime dans la société.

Q : Y a-t-il en Bolivie une lutte des femmes pour le droit à la contraception, pour le droit de choisir le nombre d'enfants qu'elles veulent ?

Disons d'abord une chose : en Bolivie quand une femme n'a pas d'enfant, elle est considérée comme une





Une « Lamera ». Veuve de mineur, la pension qu'elle perçoit de l'entreprise ne lui permet pas de nourrir les siens.
Domitila.

femme immorale par les hommes et tout le village. Ceci pour montrer l'importance des préjugés.

Par ailleurs, avec le taux de natalité élevé qui existe, la Bolivie devrait être un pays surpeuplé. Or, ce n'est pas le cas. Le bas niveau de vie le manque d'aliments, le peu de préoccupations des gouvernements pour les conditions de vie du peuple fait que la Bolivie est un pays sous-peuplé.

Il y a quelques années il y avait cinq millions d'habitants, au dernier recensement il n'y en avait plus que quatre.

Certains disent que la solution à tous nos problèmes c'est de ne pas avoir autant d'enfants et d'utiliser pour cela des méthodes de contraception. Mais si nous n'avons pas de quoi acheter du pain, nous en aurons encore moins pour adopter des mesures de contraception, acheter les produits, etc. Nous ignorons toutes ces choses-là. Les progrès de la science ne sont pas à notre portée.

Moi personnellement, je pense que la Bolivie a besoin davantage de population. C'est un pays si grand avec un si petit nombre d'habitants ! Une plus grande population permettrait un plus grand progrès, à mon avis. Le réel problème ici c'est de lutter pour que l'État se préoccupe de la sécurité des familles, pour que l'État fasse en sorte que nos enfants vivent correctement, qu'ils s'instruisent, qu'ils aient du travail, etc.

Q : Quel est le taux de mortalité infantile en Bolivie ?

Très élevé, j'imagine. Demandez à n'importe quelle femme. Elle aura eu douze, quinze enfants et il lui en reste trois, quatre, cinq peut-être. Et à la campagne, la proportion est encore plus dramatique.

Q : Quelles sont les maladies qui frappent les enfants ?

La cause principale de cette mortalité c'est le bas niveau d'alimentation. Si quelqu'un de mal alimenté est atteint d'une maladie quelconque, son organisme ne résiste pas. Ce peut être aussi bien la variole, la diarrhée, un rhume, n'importe quoi. Par exemple, nous prenons un enfant pour le baigner un jour où il faut un peu froid et aussitôt il attrape une bronco-pneumonie et il va rejoindre ses frères au cimetière. Mais la cause fondamentale c'est la malnutrition. Les mères déjà sont anémiques et n'engendrent donc pas des enfants sains.

Q : Tu as eu l'occasion d'assister à un congrès international des femmes. Tu as pu avoir des contacts avec les autres femmes d'Amérique latine et leur situation, est-elle semblable à celle des femmes boliviennes ?

Oui. Pour beaucoup d'entre elles, oui. Mais pas pour d'autres. J'ai assisté à la Conférence internationale de la femme de Mexico en 1974.

Moi, je crois que toutes les personnes pensent selon le milieu auquel elles appartiennent. La vérité c'est que lors de cette conférence il y avait très peu de femmes qui appartenaient au même milieu que moi. Elles venaient d'un milieu où on ne sait pas ce que c'est que vivre comme je vis.

On peut dire que ces femmes, à leur manière, luttent pour leurs droits, qu'elles cherchent à se libérer de ce à quoi elles pensent être soumises. Certaines luttent pour se libérer de leurs maris, pour avoir des amants et des choses comme ça. C'est ça leur libération. Nous, nous ne pensons pas comme elles. Nous, nous pensons que nous vivons en Bolivie sous un système d'oppression, dominés par un pays capitaliste et pour nous il n'y aura de véritable bonheur que quand nous aurons changé ce système. Pour cela nous avons besoin de la participation des deux, hommes et femmes, dans le couple. Comment est-ce que je vais me disputer pour mes droits avec mon compagnon, mon frère ou mon père si je sais que lui aussi est opprimé, écrasé avec moi ?

Si nous nous mettons à nous bagarrer contre les hommes sans comprendre que le retard de mon peuple, la nudité de nos fils, la malnutrition, l'ignorance des femmes, le fait que nous restions veuves, tout ça, c'est le produit de ce système, alors nous faisons fausse route et nous le favorisons plutôt.

Mais en même temps, nous luttons contre le machisme de l'homme. Nous n'acceptons ni le machisme ni le féminisme. Nous considérons que nous devons combattre avec l'homme pour détruire ce système.

Q : Quelles sont les exigences que les femmes de mineurs présenteraient à un nouveau gouvernement, les problèmes les plus urgents qu'il faudrait résoudre à ton avis ?

En réalité, nous ne savons pas encore si le prochain gouvernement donnera satisfaction aux revendications du peuple. Mais en premier lieu ce que nous exigeons c'est qu'il n'y ait pas de répression, que les droits des citoyens soient respectés. Nous demanderions en plus que les salaires soient augmentés. Et puis nous demanderions l'éducation et la participation de la femme dans tous les domaines.

Comment allons nous bâtir le futur de notre pays si celles qui doivent former les futurs citoyens sont ignorantes ?

Q : Veux-tu ajouter quelque chose ? Y-a-t-il un sujet que nous n'avons pas suffisamment abordé ?

Avant que tu partes, je voudrais dire aux femmes françaises que nous nous sentons proches de leur lutte. Nous pensons que pour la classe ouvrière, il n'y a pas de frontières parce que nous sommes frères de classe. Nous pensons que toute victoire que remporte la classe ouvrière française est une victoire pour nous. Nous croyons que nous ne devons pas relâcher nos efforts et, en tant que femmes, être actives et participer en tout et lutter contre toutes les barrières qu'on dresse devant nous jusqu'à atteindre un sort juste pour la classe ouvrière.

LES JEUNES IMMIGRES A L'ECOLE

«Un handicap imposé»



Comment les enfants immigrés, issus d'une autre culture, parfois mal assimilée, peuvent-ils adopter une autre culture, apprendre une autre langue, le français ? Comment peuvent-ils assimiler en même temps «deux langues maternelles» ? Quelle structure scolaire est proposée aux jeunes élèves immigrés ? Ne sont-ils pas les défavorisés des défavorisés ? C'est ce que nous avons essayé de comprendre à travers une enquête réalisée par Nathalie Villotiers

Mohamed est marocain. Il a 16 ans. Il est arrivé à Vigneux (94) en 1973. Il a suivi l'école pendant 4 ans au Maroc. Arrivé en France, il a été placé en classe d'initiation. Puis il a été placé en classe d'initiation. Puis il a été orienté en CE 2*, puis en CPPN* et en CPA* avec une formation professionnelle en chaudronnerie.

Céleste est portugaise. Elle a 16 ans. Elle est arrivée à Vigneux (94) en 1971. Elle n'a jamais été scolarisée au Portugal. Donc à 9 ans, elle est placé en CM 1, ce fut l'échec. Elle est donc dirigée vers une classe d'initiation puis remise en CE 2. De nouveau c'est l'échec. Elle retourne en classe d'orientation. Elle sera orientée en SES*.

* CE 2 : cours élémentaire deuxième année.
* CPPN : cours pré-professionnel de niveau.
* CPA : cours préparatoire à l'apprentissage.
* SES : section d'éducation spécialisée.

Les enfants étrangers, arrivés depuis peu en France, ne possèdent pas la langue française. Ce sont les classes d'initiation à la langue française (CLIN), pour le primaire qui les accueille.

Quels sont les élèves regroupés en CLIN ?

Les élèves de tous âges, de 6 à 15 ans, de toute nationalité, dont les parents sont allés en France pour fuir le chômage ou pour fuir le régime politique de leur pays. Leur seul point commun à tous, c'est un handicap : ils doivent vivre parmi des gens qui parlent le français, langue qu'ils connaissent mal ou qu'ils ignorent.

Jusqu'à peu, ces CLIN étaient « fermées ». Les élèves restaient entre eux, dans la même classe. C'était le véritable ghetto. Les autres élèves les rejetaient et eux se repliaient. Les seuls intermédiaires ne pouvaient qu'être les institutrices.

A présent, le système des CLIN s'est transformé. Les élèves suivent les cours de l'école primaire, « normalement » et se retrouvent, par exemple, par groupe de niveau en CLIN en heures de soutien.

Les problèmes de langue

Cependant, ces CLIN, « classes ouvertes » sont loin de résoudre tous les problèmes, les clivages de langue, de culture de ces enfants. *« J'avais l'année dernière une petite portugaise en CLIN, qui, vu son niveau en français ne pouvait suivre que le cours primaire, alors que ses connaissances générales lui permettaient aisément de suivre des études secondaires dispensées en portugais ! Par contre, dans cette même classe, j'avais un élève africain qui, lui, n'avait jamais été scolarisé dans son pays et qui ne connaissait rien du tout »*, me raconte Martine, institutrice à Brétigny.

A travers ces deux exemples, ce n'est pas le problème de l'intelligence qui se trouve posé, mais celui de la connaissance. Connaissance de la langue française, familiarité avec la culture française, connaissance de de la langue, maternelle et familiarité avec la culture maternelle.

« Les petits nous arrivent, ils savent tout juste balbutier leur propre langue et ils devraient en apprendre une autre. D'autres, en revanche, maîtrisent parfaitement leur langue maternelle et n'ont donc pas à franchir les mêmes barrières pour apprendre le français. C'est le cas de cette petite Vietnamienneappartenant à la communauté chinoise qui parle parfaitement et le vietnamien et le chinois. Elle n'aura guère de difficultés à parler le français. »

Outre l'inégalité des enfants devant leur propre langue, il y a en plus le problème de la « facilité », offerte par le système scolaire d'apprendre pour l'enfant immigré sa propre langue.

Dans les motivations des gamins pour apprendre leur langue, pour découvrir leurs attaches culturelles, joue d'une manière prépondérante le projet des parents de l'installer soit progressivement, soit définitivement en France, mais aussi l'humiliation qu'il peut vivre d'étaler « son anormalité » devant les autres, de montrer qu'il n'a pas la même langue. D'autant plus que tout est fait pour que les enfants dénigrent leur propre langue.

« Je me rappelle cette petite marocaine, qui à chaque fois que sa mère lui faisait un henné tentait de se faire toute petite dans la classe, de s'effacer, comme si elle

→

Les tests

Parlons un peu des tests. Ils ne font pas seulement appel à la maîtrise des notions, mais ils demandent une traduction de ces concepts en français. Ainsi, un élève pourra expliquer ce que veut dire « dans », mais il ne connaît pas pour autant le mot « à l'intérieur de », de même pour « milieu » et « centre ». Le test traduira que l'élève ignore la notion « intérieur », alors qu'en réalité, il connaissait cette notion mais ne savait pas que « à l'intérieur de » était un synonyme de « dans ».

Les tests de manipulation posent le même problème. Si un enfant de CLIN ne sait pas manipuler des cubes, cela ne signifie pas pour autant qu'il ignore les notions de « haut », « bas », de « couleur », de « petit », de « grand » mais seulement qu'il n'a jamais été confronté à ce matériel pédagogique. En Afrique, les enfants ne jouent pas avec des cubes, mais avec autre chose. Leur mémoire culturelle est façonnée autrement !

se sentait mutilée, « et ces enfants à qui on demandait de parler des danses de leur pays, de répondre qu'il n'y avait pas de danses spéciales dans leur pays, que c'était comme en France. » « Ou au contraire, cette petite antillaise qui s'était sentie toute revalorisée devant ses petits camarades quand son père était venu présenter ses diapos sur les Antilles à sa classe », raconte Christine de Garges-les-Gonnesses.

Que les enfants revendiquent leur propre identité nationale, tel n'est pas le dessein du ministère de l'Éducation nationale.

Le mépris du ministère

Une des preuves de cet état de fait sont les textes ministériels qui régissent les conditions d'étude des langues maternelles des enfants immigrés. Depuis 1978, le ministère de l'Education nationale a dû faire quelques concessions vis-à-vis des États avec lesquels il a signé des traités de coopération. C'est pourquoi il autorise — du moins formellement — l'apprentissage de la langue maternelle des enfants immigrés pendant les heures de classe.

Néanmoins, leur seule possibilité actuelle est de suivre des cours hors de l'école, le mercredi et le samedi, cours régis par le consulat de leur pays d'origine..

Deux autres faits marquent le mépris du ministère de l'enseignement pour ces enfants étrangers.

L'ignorance délibérée des fêtes religieuses de ces enfants. Y a-t-il une seule circulaire de Beullac qui autorise les élèves à s'absenter quelques jours de l'école pour l'Aïd, la fête de moutons, par exemple ?

Et les régimes alimentaires ? Les coutumes alimentaires des élèves ne sont pas respectées. Presque tous les repas de la cantine scolaire sont composés à partir de porc. Où est le respect des enfants musulmans là-dedans ?

« Un enfant réfusant de manger à la cantine pendant quelques jours. Comme il ne pouvait s'exprimer en français, tout le monde se demandait, en vain, pourquoi il refusait toute nourriture. C'est bien après que quelqu'un ait pensé que cet élève suivait le Ramadan (9e mois de l'année lunaire musulman consacré au jeûne). C'est la marque d'une absence totale de laïcité de l'école ! ».

Des ruisseaux de mépris un torrent de racisme

De tout petits riens, de tout petits ruisseaux de mépris, d'indifférence, du refus à la différence forment le torrent du racisme. Parce qu'on ne respecte pas leur identité nationale, par ce qu'on leur refuse le droit à connaître leurs racines, les enfants immigrés font leur premier apprentissage du racisme.

Parce qu'« on » ne leur parle pas des pays « des autres », parce qu'« on » ne leur explique pas pourquoi « les autres ne parlent pas aussi bien le français qu'eux, les élèves français continuent et continueront à dire « la classe des Portos », « ils viennent les Chinois aujourd'hui ? ».





Photo Karen Rencurel

Théâtre

PEPE
Théâtre de l'Aquarium
Ces mouroirs que l'on cache

Le Pépé est tout seul ; c'est malheureusement l'état de nombreux vieillards qui ont perdu le compagnon ou la compagne de leur vie, ou qui sont rejetés par la société dans de véritables mouroirs. Il est tout seul et c'est un véritable tour de force de Didier Bezace, comédien exceptionnel, que d'occuper la scène pendant plus d'une heure, captivant sans relâche notre attention.

Dès le début, un coup de clochette. La lumière est blafarde. Enfin, on le voit, le Pépé. Un masque sur le haut de la tête parsemée de rares cheveux gris, des lunettes, de la mousse à raser pour simuler sa barbe. Le pépé, il est vieux, mais il est jeune aussi.

C'est notre grand-pére,

C'est notre grand-père, mais ça peut être nous. Ce sera sûrement nous un jour. A un moment nous verrons le Pépé, ôter son masque, sa barbe, son ventre postiche, écouter France-Gall en buvant sa bière. Pépé, c'est lui et c'est nous. Nous deviendrons comme lui à moins que... d'ici là...

L'île au trésor

Le pépé est content de nous voir, il nous raconte une histoire, celle qu'il avait laissée en plan lors de la dernière visite, il nous raconte l'île au trésor. On le voit évoluer au-dessus de nos têtes parvenir jusqu'à l'Ile, creuser pour revenir avec le coffre, la vieille valise du pépé, réservoir de souvenirs qu'il va ouvrir devant nous pour distribuer... des madeleines.

Madeleines qu'il cache et préserve jalousement comme tous les vieux à l'hospice, manger, la seule chose qu'il a le droit de faire.

Pépé est diabétique

Nous sommes sans cesse interpellés : après les madeleines, c'est le café que Pépé nous amène sur un chariot, sans sucre, Pépé est diabétique. C'est la cloche qui rythme la pièce, la cloche de l'hospice. La purée remontante le matin, la purée calmante, le soir, amenée sur un plateau roulant. Le dimanche, c'est l'évasion de Pépé qui fait de nous ses complices. Le Pépé va au bar à côté. A chaque coup de sonnette, nous pénétrons un peu plus dans l'hospice et dans la vie de Pépé.

Une pantoufle rouge de femme dans le couloir des hommes, le Pépé est tout en émoi et nous comprenons mieux l'arbitraire séparation des hommes et des femmes dans les hospices.

Sa femme, son travail

Sa vie, Pépé nous la raconte, il nous parle de sa femme, de son métier, du travail qu'il abattait, il en rajoute, le Pépé, pour prouver qu'il n'a pas toujours été mis en rebut.

Il est très émouvant, le Pépé, avec sa petite valise toute prête, son bon de sortie, nous interpellant : *« Vous m'emmenez aujourd'hui, je pars, je suis guéri »*. Puis tout retombe, coups de cloches et le Pépé, solennellement, affirme : *« Vous direz à vos parents que le Pépé, il sortira d'ici, les pieds devant »*. La cloche a encore sonné, Pépé a pris le calmant, on l'a vu avec son seau, il passe dans le couloir. Imitant l'infirmière, il dit : *« Rien à signaler »*.

La journée est terminée.

On voit que Jean-Louis Benoit et Didier Bezace ont passé un mois dans un hospice. On voit que ce qu'ils ont vu les a marqués. Jean-Louis Benoit disait lors d'un débat que ce qu'ils avaient entendu de la bouche de ces vieux travailleurs était si fort qu'ils avaient du mal à l'intégrer tel que dans la pièce, cela brisait la fiction.

Un spectacle bouleversant

En fait, ils ont parfaitement réussi à concentrer cette condition des vieux travailleurs dans les hospices-mouroirs. Jusque dans les moindres détails, les tremblements dans la voix, la démarche mal assurée, la moindre mimique a son importance ! Le spectacle est bouleversant, ce sont des coups de poings à travers la figure. Mais à chaque fois, le tragique laisse la place à l'humour. Tout seul, Didier Bezace occupe la scène, il fait participer les spectateurs.

Et l'action se renouvelle à chaque nouveau gag et ils fourmillent.

La force de l'œuvre d'art

Basée sur l'enquête, cette pièce a toute la vérité du documentaire avec la force de l'œuvre d'art, de la fiction. Une nouvelle réussite du Théâtre de l'Aquarium qui donne réellement la parole à ceux qui ne l'ont pas. Allez rendre visite au Pépé !

Léon CLADEL

IL Y A CENT ANS NAISSAIT EINSTEIN

Une nouvelle vision de l'univers

La vitesse modifie le temps

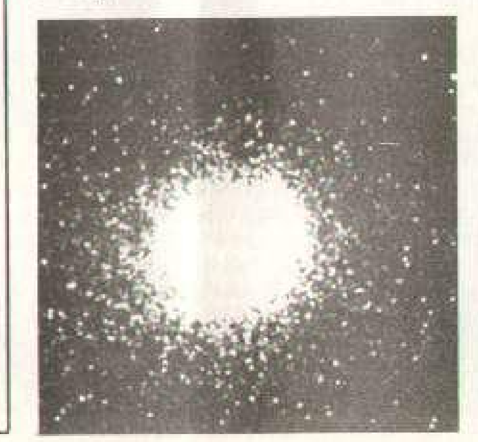
La relativité restreinte établit que la vitesse modifie le temps. A très grande vitesse, l'écoulement du temps est plus lent. Des expériences ont vérifié la justesse de cette théorie d'Einstein. En 1971, aux États-Unis, deux horloges atomiques ont été placées dans deux avions tournant autour de la terre. Deux autres de ces horloges, qui ont une précision extraordinaire, mesuraient le temps à terre. Le résultat de l'expérience montra que les horloges qui se trouvaient à bord des avions retardaient, exactement selon les prévisions d'Einstein.

Une autre preuve expérimentale de la modification du temps a été apportée avec l'observation du mouvement d'une particule de matière appelée Meson. Cette particule a une vie très brève au repos : 2,6 cents millionièmes de seconde. Ces particules ont été décelées dans le rayonnement cosmique où leur vitesse approche celle de la lumière et où leur durée en temps terrestre est supérieure de 1,5 fois celle qu'elles ont au repos. En réalité, ce n'est pas leur vie qui est plus longue, mais c'est le temps qui, à la vitesse où elles sont émises, est ralenti de 1,5 fois par rapport au temps terrestre.

Jusqu'au début du 20e siècle, la physique était fondée sur un système de lois établies par Galilée puis Newton. Elle permit à la science de faire des progrès remarquables durant deux siècles. Mais, à l'aube du vingtième siècle, dépassée par les rapides progrès qu'elle avait suscités, la physique de Newton fut secouée par une crise profonde.

Les expériences les plus récentes entraient en contradiction avec ses explications et ses lois. Des savants, tels que Lorentz, Poincaré découvraient de nouvelles propriétés de la matière et du mouvement que l'ancienne physique ne parvenait plus à expliquer. Une expérience très frappante illustra l'acuité des problèmes de cette science. Un physicien nommé Michelson décida de calculer la vitesse de la rotation de la terre autour du soleil. Pour cela, il utilisa comme moyen de comparaison la vitesse de la lumière et raisonna à partir des lois de l'ancienne physique. Avec stupéfaction, Michelson constata que tout se passait comme si la terre ne tournait pas autour du soleil. Pendant 25 ans, les physiciens firent et refirent l'expérience, confirmant chaque fois le même résultat aberrant, sans rien y comprendre.

La découverte de trous noirs dans l'univers et d'ondes de gravitation vient confirmer la théorie de la relativité généralisée.



La relativité restreinte

L'explication des échecs de l'ancienne physique et des nouvelles découvertes fut apportée en 1905 par un jeune chercheur nommé Einstein.

Dans une étude très complexe et dont nous ne donnerons qu'un aperçu, Einstein montra que l'ancienne physique n'avait de valeur que dans les conditions d'une vitesse faible. Ses lois sont donc un cas particulier de lois plus générales. Dans sa première étude sur la relativité, appelée plus tard « relativité restreinte », Einstein dépassant le cadre étroit de telle ou telle subdivision de la physique, s'attaqua au cadre général de celle-ci. Il passa au crible de la critique ses notions de base les plus fondamentales que sont le temps, l'espace, la vitesse, le mouvement, l'énergie.

Dans son étude sur la relativité, Einstein exposa les nouvelles lois qui rendaient compte du mouvement des corps dans l'univers et des particules constituant la matière. Voici quelques-unes d'entre elles.

La vitesse de la lumière est une loi fondamentale de l'univers

Jusqu'à Einstein, les savants estimaient que la vitesse des corps en mouvement pouvait être infinie. Einstein montra que la vitesse de la lumière constituait un seuil limite indépassable. Il indiqua qu'à la vitesse de la lumière, le temps s'arrête et la masse des corps devient infinie.

Le temps est modifié par la vitesse

Le temps que nous avons l'habitude de vivre s'écoule pour nous à un rythme régulier et indépendant de nous. Il semble immuable dans son écoulement. L'ancienne physique acceptait cette conception du temps. Einstein montra qu'elle était erronée. Le temps est lié à la vitesse et dépend d'elle. Plus la vitesse d'un corps augmente, plus le temps se dilate et s'écoule lentement pour lui. On illustre ce phénomène par l'exemple fictif d'un homme qui, voyageant dans l'espace pendant deux ans à une vitesse proche de celle de la lumière, revient sur terre. Alors qu'il a donc vieilli de deux ans d'après son temps à lui. D'après son temps à lui, mesuré dans sa fusée, il s'aperçoit que sur la terre, deux siècles du temps terrestre se seront écoulés depuis son départ. Ces deux durées, pourtant très différentes, sont toutes deux réelles, car le temps du voyageur s'est écoulé bien plus lentement que celui mesuré sur terre en raison de la grande vitesse à laquelle il voyageait. Cette hypothèse de la contraction ou de la dilatation du temps a été vérifiée expérimentalement par la science (voir encadré). Cette loi de la relativité du temps unit donc dialectiquement le temps à la vitesse alors que l'ancienne physique les séparait de manière absolue. Dans la vie courante, nous sommes soumis à des vitesses différentes, selon les moments (par exemple, quand nous voyageons en avion). Cependant, nous ne percevons pas de modifications du temps car ces vitesses restent bien trop faibles pour rendre les variations du temps perceptibles. Cette loi d'Einstein est par contre indispensable pour rendre compte des mouvements des corps et des particules qui, dans l'univers ou la matière, sont soumis à de très grandes vitesses.

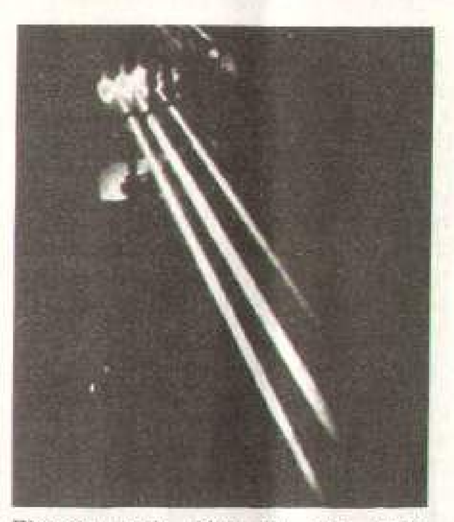
E égale MC2 ou la matière est la source d'une immense énergie

La formule E égale MC2 *, donnée par Einstein traduit pour la première fois dans l'histoire de la science l'identité de la masse des corps et de l'énergie. Avant la relativité, on considérait que la matière était dépourvue d'énergie. Einstein démontra qu'au contraire la matière, quelle qu'elle soit, malgré son apparence inerte, recèle en elle une fantastique énergie. Cette découverte fut très riche de conséquences pour la science et la vie des hommes. Elle est directement à l'origine de la découverte de l'énergie atomique, dont Einstein indiqua avec une précision remarquable à quelles conditions elle pourrait être libérée.

La même découverte permit d'expliquer l'origine du rayonnement du soleil et des astres, phénomène resté mystérieux jusqu'alors. Grâce à la relativité, on montra que ce rayonnement provenait de la transformation de la matière en énergie rayonnante.

Telles sont donc quelques-unes des lois de la relativité. Celles-ci eurent rapidement une fécondité extraordinaire. Ses lois donnèrent un reflet bien plus exact que par le passé du mouvement et de l'état de la matière. Toute la physique de notre siècle lui est redevable de ses immenses progrès.

La relativité généralisée



Einstein avait découvert des particularités de la lumière qui ont ensuite été utilisées pour inventer le lazer.

Einstein se rendit compte bientôt que sa première théorie de la relativité, malgré son apport considérable à la connaissance de l'univers, ne prenait pas en compte toutes les composantes de celui-ci. En particulier, elle ne tenait pas compte de la gravitation, c'est-à-dire de l'action qu'exercent les corps les uns sur les autres. Il exposa donc une nouvelle conception de la relativité, plus large que la première, sous le nom de « relativité généralisée ». Cette théorie indique que le temps et l'espace sont modifiés ou déformés par la gravitation. Très complexe et encore non vérifiée pour l'essentiel, cette nouvelle théorie a néanmoins permis d'expliquer certains phénomènes. Par exemple, le fait que la lumière soit déviée au voisinage du soleil. Par exemple encore, le trajet bien particulier de la planète Mercure autour du soleil. Une spectaculaire et récente découverte, celle des *« trous noirs »*, vient d'accréditer la validité de la relativité généralisée. Celle-ci prévoyait l'existence dans l'espace de champs de gravitation si intense que même la lumière ne pourrait pas s'échapper de ces régions. Les savants, après des années de recherche, viennent de découvrir un tel phénomène appelé *« trous noirs »*. Ceux-ci consistent en d'énormes accumulations de matière dont la gravitation est telle qu'elle « aspire » toute matière environnante, gaz, étoiles entières, lumière, etc., libérant en même temps de formidables quantités d'énergie. Ces trous noirs confirment que la gravitation détermine le mouvement des corps de même que l'espace et le temps.

Soixante ans après, les plus récentes découvertes semblent donc vérifier la très complexe et controversée relativité généralisée.

Henri MAZEREAU

* E est l'énergie, M la masse des corps, C la vitesse de la lumière, soit 300 000 km/seconde.

Un homme épris de justice

Einstein ne fut pas seulement un grand savant. C'était un savant engagé dans les luttes de son époque.

En 1918, il applaudissait à l'essor révolutionnaire de la classe ouvrière allemande. En 1923, il fut l'un des fondateurs d'une société d'amitié avec l'URSS. En 1927, il devint président honoraire avec Barbusse de la Ligue contre l'impérialisme.

« La liberté de recherche et l'application utile socialement de ses résultats dépendent des facteurs politiques. Pour cela, les scientifiques doivent participer activement à la politique » disait-il. Einstein fut un militant antifasciste très actif. Il combattit le nazisme qui l'obligea à quitter son pays, l'Allemagne. S'il conseilla aux dirigeants américains de construire la bombe atomique, c'est qu'il craignait que les savants du régime nazi la fabriquent rapidement. Il fut un ami du peuple chinois et milita contre l'agression japonaise.

Émigré aux États-Unis, il fut attaqué, au début des années cinquante, par Mac Carthy qui l'accusa d'être un *« ennemi de l'Amérique »*. Einstein luttait pour la justice sociale et la liberté. A la fin de sa vie, il était très inquiet en voyant la course aux armements, en particulier atomiques. Cette vie militante ainsi que sa simplicité légendaire lui valurent une très grande sympathie de la part des gens du peuple dans de nombreux pays.

Rectificatif concernant l'article *« Ces ouvrages qui viennent de Chine »* paru dans le précédent numéro. E-100 précise que la somme de 22,70 F correspond à l'expédition des quatre ouvrages suivants : *« Le Sacrifice du Nouvel An »*, *« La Caverne de l'homme de Pékin »* *« Contes anciens sur un mode nouveau »*, de Lou Sin, *« Poèmes »* de Mao Zédong.

Vu, lu, entendu

CINEMA

«Les chiens»

Une ville de banlieue parisienne, les problèmes de l'insécurité. Des milices se créent, sous l'œil bienveillant de la police. Elles sont équipées de chiens. C'est un dresseur de chiens, Morel (Depardieu), qui dirige tout ça. Il décrète à 21 heures un couvre-feu pour les jeunes et les immigrés. Arrive un médecin (Victor Lanoux), qui constate beaucoup de morsures de chiens chez ses patients et qui essaie de comprendre. Un film qui dénonce le racisme et les mesures de répression. Un film qui montre ce qui peut se dissimuler derrière la légitime défense.



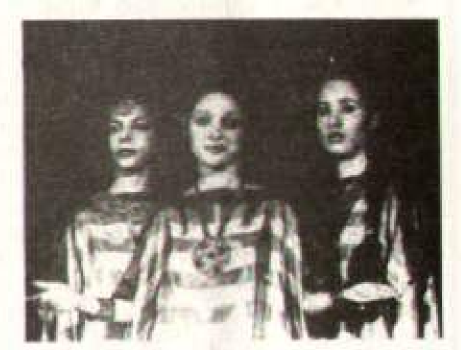
«Coco la fleur»

C'est le premier film antillais. Par le biais d'une campagne électorale, il nous permet de mieux connaître la réalité des Antilles françaises. La majorité inscrit sur les listes des législatives un chômeur noir, David Boyeur, dit Coco-la-fleur, pour qu'il draine des voix et se désiste en faveur du candidat giscardien.

Coco-la-fleur va faire campagne, visitera le pays, les dockers, les paysans et les femmes, il comprendra mieux ce qui se passe dans son pays et ne se désistera pas au second tour. Un film sur ce qu'on appelle le paradis touristique antillais, en fait un pays opprimé par l'impérialisme français.

DISQUES

DJURDJURA Des chants de tradition berbère



Le groupe de chanteuses algériennes Djurdjura qui chante des poèmes dans la tradition berbère vient de publier son premier disque. Ce groupe Djurdjura a fait le lien entre le passé culturel de l'Algérie et les transformations à venir. De nombreux chants-poèmes portent sur la condition des femmes. C'est le témoignage de la culture des travailleurs immigrés et des peuples du tiers monde.

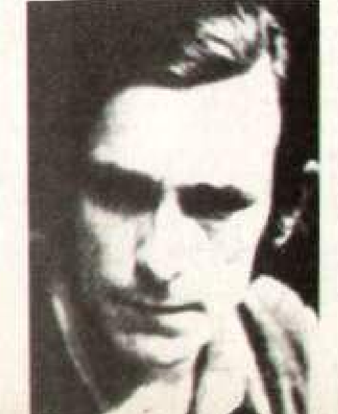
Références : Kondo-RAKR 3001 Distribué par CBS.

Beranger, un chanteur populaire

Un des chanteurs actuels qui devient de plus en plus connu. Ses chansons les plus célèbres sont : « *Magouille blues* » sur les politiciens bourgeois, « *Le Monde bouge* » sur tous les prémisses de la révolution à venir, « *Le Vieux* » sur un vieux travailleur rencontré dans la rue. Une de ses dernières chansons qui a pour titre le « *Citron qu'on presse* » évoque les mesures d'expulsion que Stoléru et les patrons prennent contre les travailleurs immigrés.

Accompagné d'un groupe de musiciens rock, Béranger a soigné son spectacle, il apparait de plus en plus comme un chanteur populaire avec qui il faut compter. Dans ses chansons, il raconte des histoires de la vie de tous les jours, de la vie des travailleurs. Cet ancien ouvrier de chez Renault a sorti la chanson de son rôle anesthésiant.

Avec son chapiteau, il tourne en province et chantera pour vous. Ne le ratez pas, emmenez y vos amis.



La lyre des travailleurs publie un nouveau disque



PS. Le dessin représente la sortie de la Lainière à Roubaix.

La Lyre des travailleurs, chorale du Nord, qui veut mettre la chanson au service des travailleurs, vient de sortir un deuxième disque. Il est axé sur le chômage dans le Nord. Il comprend quatre titres : « *Le chômage, Les loques, L'aurore, Camarades* ».

15 F le disque, 10 % de réduction pour toute commande de dix exemplaires. Passez vos commandes et vos règlements à ACAP. BP 22 94 800 – Villejuif.
CCP 17 509 085 – Paris.

La Lyre des travailleurs prépare un nouveau spectacle axé sur le soutien aux sidérurgistes.

Vu, lu, entendu

CARICATURES

Le centenaire de la mort de Daumier

Balzac a dit de lui : « *Ce gaillard-là a du Michel Ange dans les veines* ». Voilà un beau compliment de la part du grand écrivain réaliste. Daumier, est né en 1908 à Marseille . Son père était vitrier. C'est avec un talent très varié qu'il décrivit la société de son temps, en particulier la bourgeoisie d'affaires, mais aussi le roi, l'empereur. Toujours en butte à la censure et à la répression, il se rangea toujours aux côtés des ouvriers, des exploités, en 1848 et sous la Commune. Il mourut en 1879, dans la misère, à Valmondois, dans le Val-d'Oise, chez le grand peintre Corot. Le centenaire de sa mort est plus célébré à l'étranger qu'en France. Il fait encore peur à nos bourgeois.

Trois livres ont été édités, ils sont chers, ce qui en restreint la diffusion, mais pour les cadeaux...

Tout l'œuvre peint de Daumier : Collection classique de l'art. Relié , 48 F.

Daumier : Etude biographique et critique .

Daumier dessins.

Deux ouvrages de Claude Roy. Collection « Le Goût de notre temps » Deux volumes reliés. 70 F - Skira.

Robert Macaire (série de dessins de critique sociale) Editions Philippe Horay. 55 F.



ANIMATION THEATRALE

Chansons du pays de Cocagne

Le théâtre de l'Olivier continue son travail d'animation théâtrale en liaison avec les travailleurs de la région. Il vient de montrer un nouveau spectacle, basé sur des chansons à la mode des troubadours, chansons qui parlent des luttes des petits paysans, des ouvriers agricoles et des travailleurs des villes.

En ce moment dans la région d'Aix-en-Provence.

EXPOSITION

L'enfance au 19e

C'est l'année de l'enfance. Cette exposition, organisée par le « Musée de l'histoire vivante » (à Montreuil près de Paris), se propose de montrer l'évolution des idées des adultes par rapport à l'enfant et la façon dont l'enfant était traité en particulier au XIXe siècle au moment de la révolution industrielle et du travail des enfants à partir de six ans. Comment ont évolué le statut et la conception de l'enfant principalement à l'époque du développement de la bourgeoisie ? Voilà la question à laquelle tente de répondre cette exposition.

Musée de l'histoire de Montreuil (tel : 854-85-66), salle F. léger, bibliothèque R. Desnos du 2 mars au 1er mai 1979.



ROMAN

«Un printemps pour aimer»

Jean Besson

Le titre est tiré d'une complainte jurassienne : « *Il faut parfois un printemps pour aimer, il faut parfois un printemps pour mourir* ».

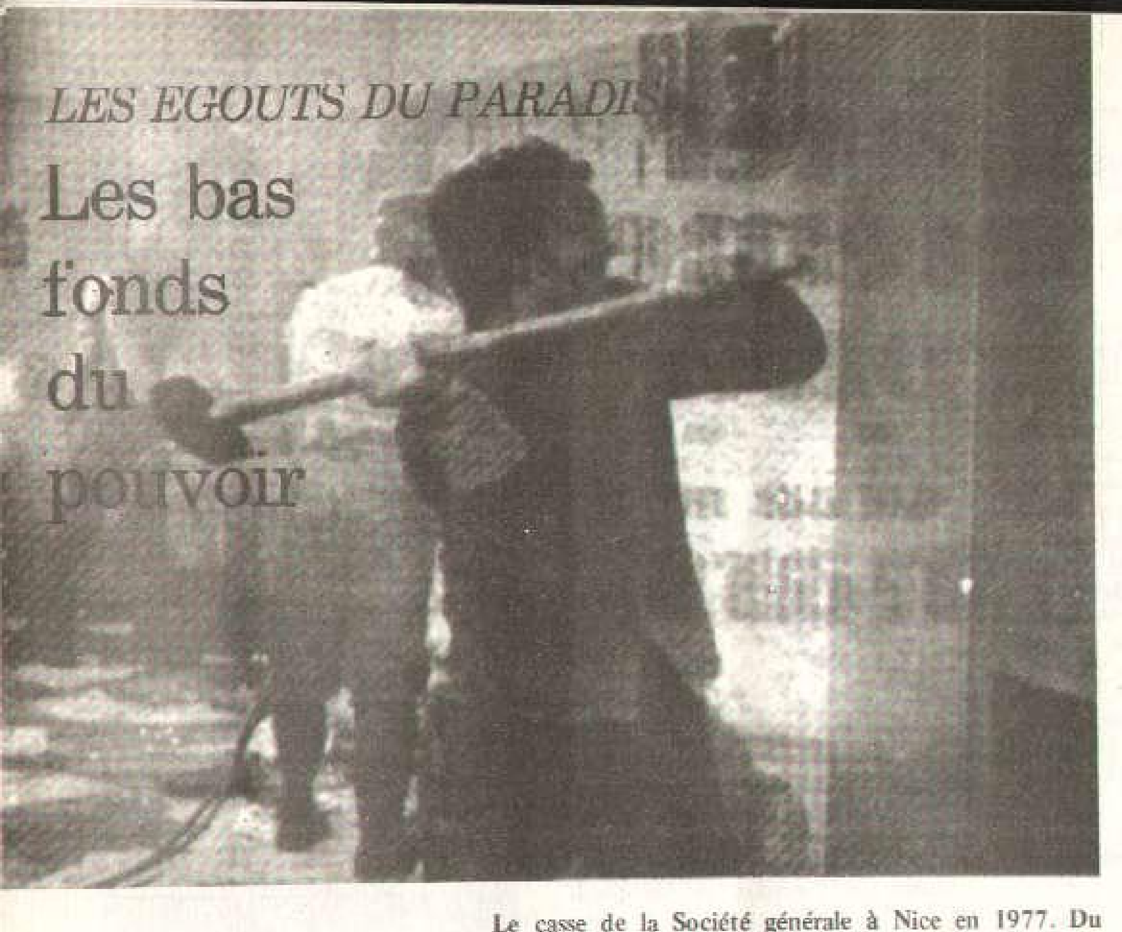
Annie est une fille d'agriculteur qui a dû quitter la ferme pour travailler dans une usine de fabrication industrielle de fromage. Enceinte, elle ne sait que décider au sujet de cet enfant, dont le père est un garçon sans scrupule. A ce drame personnel se mêle aussi un drame collectif, celui des coopératives locales menacées par l'expansion d'une société multinationale de produits alimentaires. Dans ce dur combat qui commence pour la survie des exploitations familiales, un homme va se révéler, le père d'Annie. Il prêche la révolte à travers les villages pour organiser la grande manifestation paysanne pour la liberté et la dignité des paysans contre les profiteurs.

MIEUX VAUT EN RIRE !

Qu'est-ce que c'est qu'un tank ? C'est un moyen de transport qu'utilisent les Soviétiques pour faire des petites excursions dans les pays frères.

Quel est le plus grand pays du monde ?
C'est l'Allemagne de l'Est ! Voici 30 ans que les troupes soviétiques y sont et elles n'ont pas encore réussi à en sortir.
(Note : on peut remplacer l'Allemagne de l'Est par la Pologne, la Hongrie, la Bulgarie, etc.)

Connaissez-vous le jeu de l'amitié soviéto-polonaise ? Le Soviétique se met sur une luge, il descend la pente, et ensuite, c'est le Polonais qui traine la luge en haut avec le Soviétique dessus.



LES EGOUTS DU PARADIS

Les bas fonds du pouvoir

Cinéma

Le casse de la Société générale à Nice en 1977. Du jamais vu. Les bandits pénètrent dans la salle des coffres par le biais des égouts. Ils mettront un week-end entier à dévaliser 300 coffres sur 4 000, raflant pour 40 milliards d'anciens francs. Le film se termine sur l'évasion de Spaggiari après un saut du bureau du procureur sur une moto qui l'attendait.

Au lieu de nous montrer les soubassements et les implications politiques de l'affaire, le réalisateur fait la saga de Spaggiari, l'épopée des égouts.

Spaggiari, dit le prince Albert, on le voit au début, en train de photographier des gosses, des noces ou des marins en virée. Il était devenu photographe. Mais, avec la TVA, la patente et les chiffres de vente, notre héros au grand cœur a l'impression de mener une vie bien étriquée, il lui faut revivre, comme du temps où il était en Indochine, en Algérie, ou en 1968 (du côté des contre-manifestants). On se demande qui ce film peut bien intéresser ? Sur deux heures de projection, on passe une heure et demie dans les égouts niçois. Les amateurs de films à la Belmondo risquent d'être déçus. D'autre part, outre le côté spectaculaire du casse de la Société générale, l'intérêt d'un tel film aurait pu venir d'un éclairage des soubassements de la société de ce monde obscur et souterrain où se mêlent politiciens, policiers et gangsters. Ce sont là les véritables égouts du paradis.

Qu'a fait Giovanni ?

Il nous présente ces bandits comme des idéalistes paumés dans un monde terre à terre. Il y a soixante-huit ans, un ancien étudiant soixant-huitard devenu fasciste, parce que, pour lui, *« les révolutions en France, ça commence par Rimbaud et ça finit avec Séguy »*.

On y voit Charlotte, ancienne de l'OAS, et qui s'en vante, vieille rombière qui tient de la maquerelle reclassée et pour qui Albert éprouve une amitié touchante. Les autres ? Ce sont tous d'anciens paras, d'anciens mercenaires à moitié barbouzes. Une seule femme dans l'équipe, ces messieurs très virils et très misogynes refusaient de l'accepter. Elle doit montrer les « *traces de tortures subies de la part d'Africains* » (sic) pour faire ses preuves. Elle sera jouée aux échecs par les hommes ! C'est le monde à l'envers, les anciens tortionnaires de l'OAS torturés par des diplomates africains ! Spaggiari, qui est présenté comme tel dans le film, sous sa véritable identité, recrute une bande de Marseillais et le casse se met en route.

Aucun détail ne nous est épargné dans la préparation du casse, nous visitons les égouts de Nice. Nous suivons le cours du Paillon. Nous verrons ensuite le creusement du tunnel qui conduit à la salle des coffres. Gros plans sur les fronts ruisselants de sueur, les rats qui grouillent, le travail des hommes à la barre à mine. Coups de barre à mine, chalumeau, les casseurs n'épargnent pas leurs efforts, un dimanche. L'impression qui peut venir au spectateur, c'est : *« Ils ne l'ont pas volé quand même »*.

Fanfan la Tulipe ?

Huster, l'interprète de Spaggiari, que l'on a comparé à Gérard Philippe, n'a pourtant rien à voir avec ce grand acteur, interprète de *Fanfan la Tulipe*, que le réalisateur veut évoquer. C'est un échec, il n'y a aucun point commun avec Fanfan, toujours en révolte contre les dragons, qui prenait aux riches pour donner aux pauvres. Des idéalistes du carnet de chèques, des mercenaires qui, au service des colonialistes en Indochine, en Algérie, en Afrique, et qui maintenant exécutent les basses œuvres du pouvoir, qui s'avouent ouvertement fascistes. *« Ni haine, ni violence et sans arme »*, gribouille Spaggiari sur le mur de la banque avant de partir. Spaggiari chez qui on découvre un stock de mitraillettes et de fusils destinés à on ne sait qui. Les gros bras du pouvoir présentés comme des héros au grand cœur, alors qu'ils ne sont que des parasites.

Il est choquant de voir qu'un tel film peut sortir pour faire l'apologie du grand banditisme alors qu'un chômeur qui oublie de payer un beafsteack à la caisse est inculpé sur l'heure. Comment un homme recherché par la police, peut-il toucher des droits pour son livre et son film ? Un autre film parlait des truands, c'est celui de Yves Boisset sur le juge Fayard. Mais il a été censuré, le SAC voulait l'interdire, il montrait les liens entre le pouvoir, la police et le milieu. Oui, vraiment les bas fonds... du pouvoir.

Léon CLADEL

Courrier des lecteurs



Chantonnay (Vendée)

Une dizaine de lecteurs se réunissent

Une dizaine de lecteurs de Chantonnay (Vendée) ont répondu à notre questionnaire. Ces lecteurs pensent qu'il manque des articles sur les problèmes quotidiens concrets (logement, culturel, sport loisirs). Les problèmes de santé, le rôle des marxistes-léninistes dans divers pays d'Europe et du tiers monde, et des sujets scientifiques. Ils critiquent également le fait que les articles sur les luttes n'attirent pas (manque de précision, trop longs, trop formels, trop de chiffres).

Ils apprécient les articles sur la situation internationale qui sont mieux construits et plus argumentés qu'auparavant.

Il y a trop peu d'articles sur les luttes en cours. Les dossiers sont intéressants mais leur importance empêche d'aborder les autres sujets. Le bimensuel est plus intéressant car il a moins tendance à reprendre les articles du quotidien. Il manque des articles sur le professionnalisme sportif, les femmes au foyer et l'artisanat. Il serait également intéressant dans le culturel d'aborderl les professions artistiques.

Employé banque
Chantonnay (Vendée)

Je préfère la formule de huit pages pour les dossiers. Les articles moins longs sont plus faciles à lire (on peut les lire d'un trait) et cela laisse davantage de place à l'actualité. Pour les dossiers (femmes au foyer, femmes travailleuses et mères de famille), les conditions de vie et d'exploitation de la femme. Le logement, les enfants, la scolarité, les loisirs et la délinquance. Pour le culturel, j'ai apprécié l'article *« Disco business et nouvelle chanson »*. Il faut parler de certains chanteurs (vous ne le faites que lors de leur décès (Jacques Brel, Elvis Presley) : Colette Magny, Gilles Servat et aussi aborder l'expérience de la troupe Jean Rigolet du groupe Octobre.

Christiane - Chantonnay
Femme au foyer,
trois enfants.

Culturel

«Je suis déçu»

Je vous écris ici pour vous dire la déception que j'ai eu en lisant deux articles sur la musique.

Le premier dans le bimensuel No 46, l'article sur le chanteur Renaud, et le deuxième dans le bimensuel No 48, le dossier sur le disco et les chanteurs, les rares exceptions du monde du show-business (Eddy Mitchell, Alain Souchon, Renaud, Yves Duteuil et quelques autres peut-être).

Commençons par le premier article : il est peut-être vrai que Renaud, avec son blouson en cuir et son pantalon en skaï, est un chanteur sortant un peu de l'ordinaire. Mais je ne vois pas l'utilité d'en faire un article de toute une page avec une énorme photo.

D'autant plus qu'il y a beaucoup d'activités culturelles révolutionnaires et qu'on en parle pratiquement pas :

— 1. Dans la chanson avec la chorale La Barricade (chorale révolutionnaire de Tours), le groupe Octobre, la chorale de Rennes, le groupe Urria (Pays Basque), etc.

— 2. Dans le théâtre avec la troupe Jean Rigolet de Nantes, la troupe des Jacquous, la troupe de théâtre du Printemps (quoi-qu'on parle un peu de celle-ci).

— 3. Images du Peuple pour la photo.

— 4. L'atelier du 18 mars pour la gravure, etc.

Je suis d'accord pour qu'on parle de Renaud ou d'autres, mais qu'un article comme ça prenne beaucoup moins de place pour pouvoir parler de la culture révolutionnaire qui existe, et qui fait du chemin !

Passons maintenant au deuxième article.

Le dossier sur le disco est très intéressant mais la position que vous prenez dans l'article n'est peut-être pas très claire pour tout le monde.

D'autant plus qu'actuellement, le disco crée des ravages énormes parmi la jeunesse, et en tant que jeune dans le CES où je suis (j'ai 15 ans), je suis bien placé pour le savoir.

Je ne suis également pas d'accord sur les deux parties : 1. « Des exceptions rares », 2. « Souchon, Renaud et les autres », pages 26 et 27 du No 48.

Prenons le premier :

Quand vous parlez d'Eddy Mitchell, de Julien Clerc, de Charles Aznavour, d'Enrico Macias, il faut se rendre compte que pour des chanteurs comme eux, la chanson engagée correspond à une mode. Le pays est actuellement en effervescence et ces chanteurs essaient de se donner une image de marque auprès du peuple. Leur but est de récupérer du monde, des « fans », ***et c'est tout !*** **La portée de leur acte ne vise pas plus loin !**

Quant au deuxième, mon jugement est le même que pour Renaud.

Un camarade de Perpignan

POEME

«Ma petite pierre»

Je vous envoie un poème afin d'apporter ma petite pierre à la rubrique culturelle. Mon père a toujours beaucoup travaillé pour nous élever et nous « faire faire des études ». Immigrés italiens, mes parents ont dû en plus s'intégrer petit à petit. Aujourd'hui quand je vois tous ces travailleurs licenciés, dans le Nord, en Lorraine... dont certains ont l'âge de mon père, je suis profondément émue et je me sens concernée : c'est ce que j'ai essayé de faire ressortir dans ce poème.

Sylviane

Aux travailleurs,
A mon père.

Mon père à l'usine a usé sa vie d'ouvrier,
Ma mère au foyer, dur a toujours travaillé.
Que de nuits à penser, angoisses du lendemain
Sans pain, sans travail, comme aujourd'hui à Denain.
Ton exploitation farouche, au front une mèche
De cheveux blancs t'a laissé, souvenir revêche
Des années difficiles, des trois-huit à l'usine.
Pour revoir la famille, tu travaillais au noir
Épuisé, du dimanche matin jusqu'au soir :
L'été nous retournions vers l'Italie voisine.

Je sais bien maintenant que ma vie a un sens
Moi aussi maintenant je travaille et souvent
Je pense à ce temps le cœur empli de haine
Car la fatalité n'est pour rien dans nos peines !

Partout, on licencie, à Roubaix, à Longwy,
Ce sidérurgiste aux traits tirés, vieilli
Au regard soucieux sur la photo du journal
Ce pourrait-être mon père. Et ça me fait mal !
Mais ça ne durera pas indéfiniment
Contre l'exploitation des patrons souffle le vent
De la révolte, tous unis nous avançons
Sur les lèvres : « Du travail pour tous » comme chanson,
Avançons et retrouvons notre dignité
Avançons, il ne peuvent rien contre l'Unité !

Sylviane

L'EVENEMENT NUCLEAIRE

Quand l'impossible arrive

C'est dans la nuit du mercredi 28 mars que se produisit l'accident à la centrale de Three Mile Island. Après l'obstruction d'une canalisation, une valve de la pompe du circuit primaire de refroidissement saute. L'eau sous pression se répand dans la cuve de la centrale et, sous l'effet de la vapeur, se vaporise. Plusieurs dizaines de mètres cubes de gaz radioactifs sont envoyés dans l'athmosphère. Du même coup, le réacteur, qui continue de dégager de la chaleur, n'est pas refroidi et menace de fondre, dégageant dans ce cas une énorme radioactivité. Un autre risque apparait également : un dégagement non prévu d'hydrogène et d'oxygène se produit dans le réacteur, formant un mélange explosif. Plus de vingt mètres cubes de ce mélange se concentreront dans le cœur de la centrale avant que l'on parvienne à en éliminer une partie. Leur explosion qui, de l'avis même des techniciens, était tout à fait à craindre aurait réduit à néant toute la protection du cœur radioactif de la centrale. Le bilan inévitable, car la zone n'aurait pu être évacuée à temps, 200 000 irradiés et au moins 45 000 morts.

L'accident de la centrale de Three Mile Island est la meilleure illustration qui se puisse trouver du risque énorme que la conjonction d'une technique dangereuse et d'une recherche maximum de profit financier fait courir aux populations.

Les scientifiques maison ont tenté de faire croire à la télévision que c'était vraiment de la faute à pas de chance et que cet accident *« impossible »* était imprévisible. C'est un mensonge pur et simple. Des accidents de ce type dans des centrales à eau préssurisée (comme en France à Bugey et Fessenheim) et dans cette centrale en particulier étaient depuis longtemps prévisibles et prévus.

Une commission officielle britannique, dans un rapport paru en septembre 1976 décrivait exactement l'accident qui vient de se produire en Pennsylvanie. Il y a seulement quelques semaines, une brochure publiée aux USA par une association de scientifiques faisait remarquer que *« le système de refroidissement des centrales n'avait pas été testé de façon correcte »*.

C'est effectivement le système de refroidissement qui a lâché ici. Mieux ce qu'on ne dit pas : la centrale de Three Mile Island avait dû être stoppée vingt fois en 1978 à la suite d'incidents techniques et six fois pour le seul mois de mars.

A chaque fois ou presque, c'est le système de refroidissement sous pression qui était en cause. Or, à chaque fois, la centrale était remise en route au bout de quelques heures ou de quelques dizaines d'heures, après que la réparation ait été faite, mais sans que la cause de ces pannes ait été éliminée, pourquoi ? La réponse est simple. Une étude approfondie des facteurs de risque aurait inévitablement conduit à la conclusion de la nécessité de modifications importantes du système de refroidissement, et cela aurait impliqué une mise hors service prolongée de la centrale. Impossible, impossible, pourquoi ? Parce qu'une centrale, qui appartient à la société Edison doit absolument produire en continu pour remplir ses contrats de livraisons. Toute interruption implique que la société fournisse de l'électricité achetée à ses concurrents. Et cela lui coûte un million de dollars par jour.

Il est donc clair que cet accident est le produit direct d'une exploitation uniquement basée sur le profit maximum de l'énergie nucléaire et qu'il pouvait tout à fait être évité. En attendant, 45 000 personnes ont frôlé la mort.

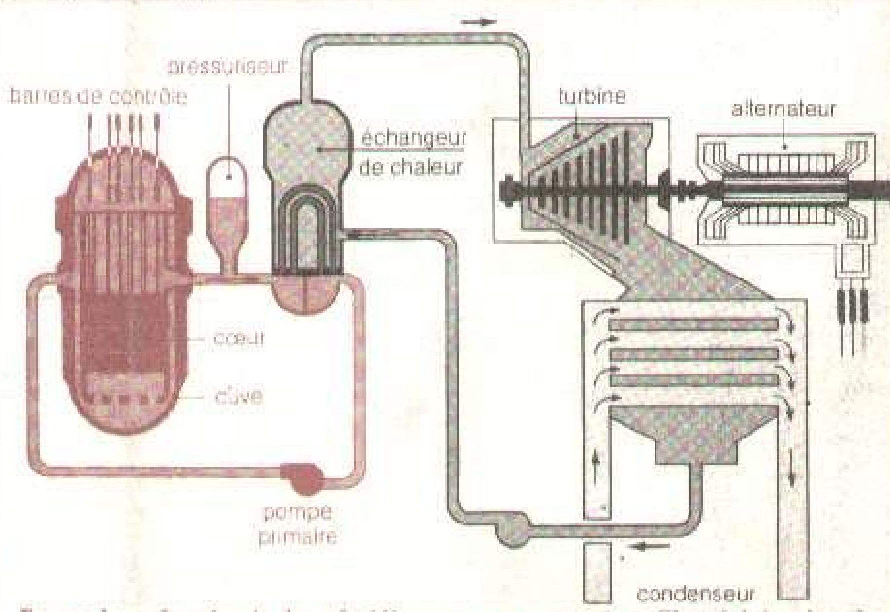
Serge FOREST

Révélations

Il a fallu l'accident de Pennsylvanie pour que l'on apprenne au détour d'une phrase qu'en France aussi, l'an dernier, à Saint-Laurent-des-Eaux, le cœur d'une centrale avait fondu.

EDF s'était bien gardé de le dire alors et ce, d'autant plus que certains auraient pu avoir l'idée d'aller mesurer la radioactivité ambiante dans la région. De même, le gouvernement refuse toujours de rendre public le plan Orsec-Rad qui comprend les mesures d'urgence en cas de catastrophe nucléaire civile en France. Et pour cause, car il n'y a pas de raison que ce plan diffère beaucoup du plan dit de *« triage massif »* en vigueur dans l'armée en cas de radiations massives. Et que dit ce plan ? Que seuls les individus très peu atteints devront être soignés et que tous ceux dont l'état demande plus d'un certain temps de soins, on doit les laisser tomber, même si on est sûr que des soins pourraient les sauver.

On comprend les silences du gouvernement...



En couleur, Le circuit de refroidissement sous pression. C'est à lui qu'est due l'origine de la panne.